

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 134 — 2 Février 1963

## Après le Congrès National du P.S.U.

### P et T : insuffisance des salaires conditions de travail difficiles



(Photo Jacques DIRAND.)

● raisons majeures du mot d'ordre de grève lancé pour le 1<sup>er</sup> février par l'ensemble des centrales syndicales.

(Lire en page 4 le compte rendu de la Table Ronde organisée par Tribune.)

**Baisse de chauffage dans les HLM, manque de charbon : le gouvernement et sa politique sociale... (A suivre)**

(Page 5)

**Le II<sup>e</sup> Congrès du P.S.U. a tenu ses assises de vendredi à dimanche, à Alfortville. 200 délégués (ci-dessus, une vue de la salle) ont participé aux débats, dont le désordre apparent était causé par l'objet même des discussions, à savoir la confrontation dans l'unité. Un comité politique de 55 personnes a été élu.**

(Lire pages 5 et 6.)

### **ARMÉE :**

● 35% de notre budget national consacré à la politique militaire gaulliste.

(Page 9)

La grande rigolade

« RENDRE compte de la discussion qui suivit est chose difficile. Les interventions furent nombreuses : elles témoignèrent souvent d'une réflexion individuelle, intime, et portèrent toutes l'accent d'une sincérité évidente. Toutefois elles ne suivirent pas un fil continu. Elles fusèrent un peu dans toutes les directions et mis à part les arguments des orateurs principaux, peu de personnes sont intervenues dans le débat en donnant l'impression de connaître à fond le sujet ».

Ces lignes sont extraites du journal socialiste « La Sentinelle », mais nous dénonçons énergiquement que ces lignes se soient imposées à notre attention, d'une manière irrésistible, parce que nous aurions pensé qu'elles pourraient tout aussi bien s'appliquer à notre congrès d'Alfortville.

Nous continuons : « Ce qui surprenait davantage dans l'ensemble des interventions, était qu'elles partaient des mêmes intentions et désiraient aboutir au même but. C'était seulement la longueur du chemin à parcourir entre ces intentions et ce but qui différait avec chacun des orateurs et qui les obligeait à de très longs débats. On avait l'impression de se trouver devant un labyrinthe de verre, où des hommes recherchaient, en s'énervant, le dédale qui les mènerait à la sortie commune. Ceux qui en étaient déjà sortis les regardaient se casser le nez aux cloisons de verre et ils s'en amusaient. Plus longs, ils étaient à déboucher vers la sortie et davantage les hommes s'énermaient à l'intérieur du labyrinthe. Ils discutaient entre eux de la méthode pour sortir. Comme les cloisons de verre assourdissaient leurs voix, on les voyait crier, mais on ne les entendait pas. Finalement, ceux qui arrivaient à sortir le plus vite du labyrinthe, étaient ceux qui s'étaient arrêtés, avaient réfléchi, puis après s'être moqué de leur obstination et ri de leur aveuglement, avaient suivi les indications de leurs camarades déjà parvenus à l'extérieur. »

Ecoles et casernes

SOIXANTE-CINQ casernes vont être préfabriquées, puis remises dans des entrepôts pour casernes de ce type. C'est la première fois en France que les casernes sont préfabriquées. Elles ont toujours fait l'objet depuis Louis XIV, d'une présentation soignée. Elles démontraient la majesté de la force publique par la seule noblesse du dessin de leur façade. La préfabrication en grande série a été introduite dans l'architecture, par les Américains, pour la campagne du débarquement en Normandie. De nombreux baraquements se plantèrent sur le sol français. Ils y restèrent. Il y en a beaucoup qui sont encore debout. C'est un sujet d'étonnement, pour le touriste, de contempler au pied de la cathédrale de Nantes, un boulevard tracé en 1945 entre deux rangs de baraquements. Ce boulevard existe toujours : c'est une des gloires de l'architecture préfabriquée.

Quels que soient les buts auxquels sont destinés ces casernes de carton, ces casernes font penser à toutes les écoles qui restent à construire pour abriter les écoliers et les universitaires. Ces

casernes se dressent, démontées, prêtes à enclore cette fameuse jeunesse, aussitôt que sa bonne santé lui aura permis de terminer ses études dans les pires conditions.

Une mauvaise plaisanterie

UNE « lettre de lecteur » publiée sous le titre « Grognement ou dernier soupir » dans la « Voix Communiste », déclare cette semaine : « Sans doute saurons-nous, en sortant du congrès si le P.S.U. n'est plus qu'un sujet de plaisanteries. »

L'ultime ressource

« AU cours de mes divers commandements en Algérie et notamment d'avril 1960 à mai 1961, où je commandais la 9<sup>e</sup> DI et la zone d'Orléansville, j'ai suivi les ordres que je recevais multipliés les efforts pour engager les éléments musulmans à nos côtés, et les assurances touchant la protection que leur assurait en toute hypothèse la France.

« Tout ce que j'avais ainsi dit ou promis, s'est trouvé définitivement bafoué ou renié. Il m'en reste une blessure qui m'a enlevé le repos.

« Je n'ai pu quant à moi le supporter et j'ai eu recours à l'ultime ressource du soldat lorsque ce que l'on a appelé la servitude militaire lui est devenue intolérable : se démettre », écrit au « Mon-

de », le général F. Cazenave, pour expliquer pourquoi il a démissionné avant d'avoir atteint la retraite légale.

Pourquoi les militaires du contingent ne se démettraient-ils pas aussi, chaque fois que leurs sentiments profonds tels qu'ils ont été suscités par l'enseignement de l'Education nationale (sentiments de justice, d'humanité, etc.) se trouveraient heurtés par les ordres de leurs supérieurs militaires ?

En effet, si la servitude militaire est devenue intolérable pour ceux qui ont peut-être la possibilité de la supporter le plus agréablement, qu'est-ce que cela doit être pour le soldat ?

D'accord, c'est différent ! On appelle démission du général ce qui est insoumission chez le soldat. Le premier rentre chez lui, le seconde rentre en prison. Est-ce normal ?

L'Etat mis en sûreté

« L'Etat constitue un progrès pour notre droit pénal », écrit M. Capitant dans « Notre République », hebdomadaire de bien vouloir tout mettre en l'U.D.T.

« Nous vous demandons de oeuvrer pour parvenir à l'abrogation de la Cour de Sûreté de l'Etat », a dit au bâtonnier et au Conseil de l'ordre du barreau de Paris, l'Union des jeunes avocats.

Réponse imaginaire de M. Capitant : « La jeunesse est hostile au progrès dans la France d'aujourd'hui. Elle ne pense

qu'à s'enrichir et à se meubler. Il faut donc que les vieillards qui sont déjà enrichis et meublés prennent la relève des jeunes générations et les partis révolutionnaires d'autrefois ne veulent plus faire la révolution. Il faut bien que quelqu'un la fasse sinon la France perdra sa vocation révolutionnaire. Comme les socialistes ne veulent plus faire la révolution, c'est donc les bourgeois qui la feront. Et ils feront bien : le défaut d'opposition à leurs volontés pourrait conduire à leur déposition. C'est pourquoi j'ai fondé l'U.D.T., d'une part.

« D'autre part, la Cour de Sûreté de l'Etat constitue un progrès dans notre droit pénal, parce qu'il sera possible d'arrêter un nombre de personnes beaucoup plus grand.

« Par exemple, pour faciliter la circulation sur la chaussée ou sur les trottoirs ».

La S.F.I.O. au parking

M. WEIL-CURIEL, conseiller SFIO, s'est prononcé en faveur du stationnement payant, devant le Conseil municipal de Paris. Il a expliqué que cela décongestionnera les rues en finançant les parkings.

M. Weil-Curiel oublie les 3.000 milliards de recettes procurés par la vignette et détournés depuis quatre ans de leur destination légale : l'amélioration des voies et des moyens de la circulation routière et urbaine. Il ne se demande pas si l'obligation de prévoir les parkings suffisant à leurs besoins ne devrait pas être imposée aux maîtres-d'œuvre des bâtiments neufs construits par l'Etat, ainsi que par toute entreprise pour laquelle la circulation urbaine est un élément déterminant de la rentabilité du fonds de commerce : grands magasins, banques, assurances, etc.

Statistiques et luttes ouvrières

RINASCITA du 26-1, nous apprend que le nombre total d'heures de grèves effectuées en Italie par toutes les catégories de travailleurs furent en 1961 de 129.200.000; en 1962 de 377.680.000. Plus particulièrement : dans l'industrie, les chiffres passent entre 61 et 62 de 78.420.000 h. à 216.000.000; dans l'agriculture, de 30 millions à 120; dans la fonction publique, de 12 millions à 31.800.000.

Affaire et politique

SELON la « Correspondance économique », M. Jacques Baumel, sénateur de la Seine, secrétaire général de l'U.N.R.-U.D.T., vient d'entrer au Conseil d'Administration de la « Compagnie Européenne de Matériels (C.E.M.A.) » l'ancienne Société des Etablissements Fouge et Cie, dont la dénomination a été changée il y a trois mois.

Mon Général ne serait-il pas content...

De galéjade en galéjade

NOUS relevons dans notre confrère « Le Populaire » cet écho relatif à la crise du charbon :

« Notre inénarrable Radio, sans réfléchir un brin, nous avait conseillé de téléphoner à BALZAC 84-00 pour nous procurer du charbon.

Mais BALZAC 84-00, harcelé, embouteillé, débordé, n'en pouvant plus, avait coupé le contact.

C'est aux mairies maintenant que la Radio nous invite à passer un coup de fil.

Pauvres mairies, pauvres maires, pauvres employés, à leur tour d'être harcelés, embouteillés, débordés et de n'en plus pouvoir.

Car, la situation étant ce qu'elle est, les mairies ne disposent pas de combustible, elles ne peuvent qu'accorder des priorités. Hélas ! les demandeurs sont tous prioritaires !

Et maintenant à qui s'adresser ? Selon les dernières indiscretions, « qui vous savez » répondrait lui-même aux demandes...

LE BILLET

Parisiens et transports

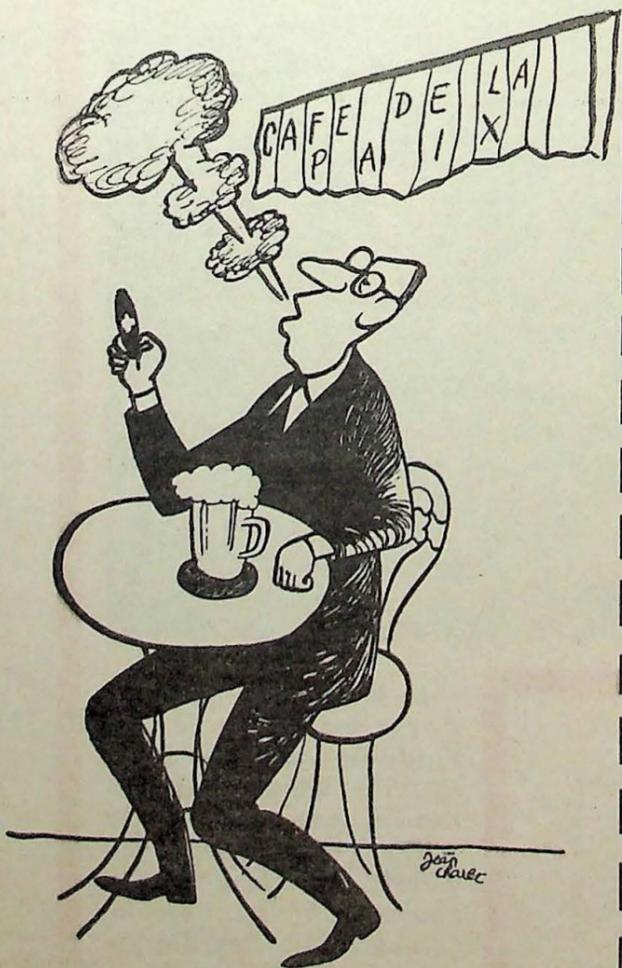
« PRIERE de m'excuser, mes frères de la Province, mais encore une fois nous allons parler de ces pauvres Parisiens... Le Parisien qui se transporte grâce à la R.A.T.P., ce parisien-là commence à éprouver le vague sentiment qu'on se paye sa tête... Le réveil Banania, transistor ou pas, c'est déjà pénible... Le lavage, le rasage au petit matin, ça n'arrange rien, mais le fin du fin, la torture des tortures, c'est l'aller-retour quotidien du travailleur.

Le transport en commun, le métro, la gigantesque sardinerie souterraine, la mise en boîte automatique et consentante, ça existe depuis 60 ans et cela n'a pas subi beaucoup de transformation... Et comme les vieux wagons ferrailant ne sont pas élargis, et que la population de Paris a plus que doublé pendant ce temps, il commence à se poser un certain nombre de petits problèmes dont l'urgence est alarmante. Ceci n'a pas l'air de préoccuper notre gouvernement. Il est vrai que les problèmes à ras de terre, on ne s'y intéresse pas beaucoup quand on a la tête dans les nuages... Et puis il faut bien avouer qu'un ministre, ça ne prend pas souvent le métro...

Alors nous, les malotus, les non-ministres, on va continuer à faire nos trois heures de trajet quotidien, tous présents aux heures de pointes, debout et écrasés, moulus, on va continuer à travailler à Courbevoie quand on habite à Créteil... Eux, ils s'en moquent de la pagaille en commun, du désordre politique ; ils sont fiers, ils ont la force de frappe, alors, on ne peut pas tout avoir, n'est-ce pas ?

Michel Joch.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



« Je crois que je vais ne mettre aux cigares allemands... »

# RÉFLEXIONS SUR LE CONGRÈS D'ALFORTVILLE

**J**E ne dirai pas que les débats de notre Congrès d'Alfortville, qu'il s'agisse des séances publiques ou des commissions, ne m'ont procuré que des satisfactions sans mélange. Je suis probablement mieux placé que quiconque, étant donné les fonctions que j'ai exercées depuis la fondation du Parti, jusqu'à ce Congrès, pour mesurer les imperfections et les insuffisances du P.S.U. et je pense qu'il faut les bien connaître afin de les pallier. D'autres partis connaissent des difficultés moins apparentes, mais plus profondes et, par conséquent, plus périlleuses.

Comme je l'ai indiqué dans le dernier numéro de **TRIBUNE SOCIALISTE**, si le P.S.U. n'existait pas, il faudrait aujourd'hui le créer, car il correspond, dans la France de 1963, à une évidente nécessité politique.

Aussi notre devoir est-il tout tracé : travailler avec plus de ferveur que jamais à perfectionner cet indispensable instrument d'unification et de renouvellement des forces populaires. Il s'agit d'une œuvre de longue haleine qui, comme toutes les entreprises humaines, sera faite de succès et d'échecs alternés.

Grâce à nos efforts, les succès peuvent et

doivent être finalement beaucoup plus importants que les échecs. C'est ainsi qu'on remporte des victoires décisives. Si nous avons eu besoin de réconfort, l'audition des délégués étrangers et la lecture des messages nous l'auraient apporté. Dans quel autre parti politique français aurait-on pu acclamer, aux côtés d'Espagnols, menant contre Franco une bataille soit au grand jour, soit clandestine (une émouvante lettre nous a été adressée par des prisonniers), des Israéliens exaltant l'entente judéo-arabe, en présence de militants du Maghreb, un Américain dénonçant toutes les expériences nucléaires de caractère militaire quel que soit le pays dans lequel elles se déroulent, un Iranien exposant, dans l'esprit du P.S.U., les problèmes du Tiers Monde et, plus spécialement, ceux du Moyen-Orient, un Yougoslave se félicitant de notre coopération et formulant des vœux chaleureux pour notre succès ?

Des témoignages de sympathie nous ont été ou apportés, comme ceux de Sandoz, notre fidèle ami de Suisse Romande, et nos camarades du Bund, ou envoyés de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Italie, de Grèce, de tous les pays scandinaves, du Japon, de

nombreux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique.

Une lettre de Leslie Plummer, député du Labour Party, m'a rappelé cette cordiale réception organisée grâce à lui et à Georges Burden (présent au Congrès), dans une maison amie de Londres avec Barbara Castle, Tom Driberg et notre cher et regretté Aneurin Bevan, au cours de laquelle j'ai reçu tant d'encouragements et de conseils, aussi précieux les uns que les autres.

Nos amis des deux hémisphères nous invitent à construire un P.S.U. vigoureux, capable de résister à toutes les intempéries politiques. Il nous appartient de ne pas les décevoir.

N'oublions pas qu'on ne nous demande pas seulement de nous livrer à des analyses exactes, de faire preuve de courage et de clairvoyance, mais aussi, je serais tenté d'écrire surtout, d'être efficaces. Aussi, devons-nous nous tourner résolument vers le dehors pour accroître notre rayonnement et démontrer que nous ne sommes pas seulement capables de comprendre le monde d'aujourd'hui, mais de le transformer.

Edouard Depreux.

## LE RÉGIME GAULLISTE CONFOND CLEMENCE ET OUBLI

**F**URIEUX que deux aumôniers des prisons de Fresnes aient pu porter sur la justice française un jugement sévère, le ministre de la Justice vient de demander le déplacement des R. P. Legouy et Jaouen.

C'est dans le « Monde » du 18 janvier que ces deux aumôniers avaient publié une lettre où ils comparaient l'incroyable mansuétude du gouvernement français libérant les deux chefs de la Gestapo : Oberg et Knochen, condamnés à mort puis graciés, le 10 avril 1958 par le président Coty, enfin libérés subrepticement en novembre dernier (la nouvelle ne fut rendue publique qu'il y a quelques jours seulement).

Ces deux criminels de guerre avaient sur la conscience la mort — ou plutôt l'assassinat — de près de cent mille patriotes français. Seul le châtement suprême pouvait sanctionner de tels crimes. Mais, même

si l'on est, par principe, contre la peine de mort, on ne peut refuser le maximum de la peine et encore moins accepter la libération après seize ans de détention.

Les deux aumôniers se sont demandés si en comparaison des crimes multiples commis par Oberg et Knochen — et leur libération aujourd'hui — on pouvait décemment maintenir emprisonnés des hommes dont : « pas un seul ne porte, à sa charge, le millième du poids des actes bien connus — et aussi bien oubliés — commis par Oberg et Knochen ». Et les deux prêtres ajoutaient : « Comment supporter alors sans révolte qu'un seul d'entre ces condamnés soit jamais exécuté, comment supporter sans haut-le-cœur qu'un seul puisse être maintenu plus de seize ans sous les verrous ? »

Le régime gaulliste ne faillit plus à la règle. Il applique sans faillir une justice de classe en maintenant nos

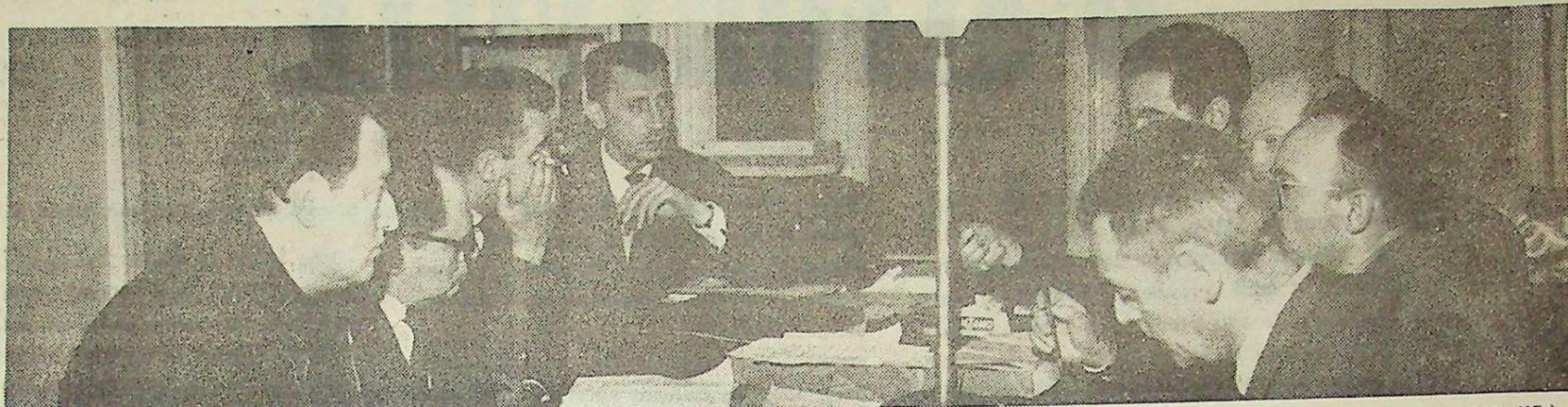
militants en prison parce qu'ils ont lutté contre la guerre d'Algérie et dénoncé les exactions de l'armée et de la police ; mais il libère des criminels de guerre nazis pour ne pas ternir le brillant de la photo des embrassades Adenauer-de Gaulle.

Comme nous aurions voulu que le régime gaulliste fut aussi sévère envers ceux qui ont tout fait — jusqu'aux crimes les plus lâches — pour briser définitivement l'amitié des peuples algériens et français.

Mais c'est le président de la République — et lui seul — qui accorde grâces et libérations des condamnés à mort. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'il ne se penche pas sur ces problèmes « mineurs ». Son geste en faveur des bourreaux nazis n'ajoutera rien à sa grandeur ! Mais l'attitude des aumôniers mérite un coup de champagne.

Bertrand Renaudot.

# La tutelle du ministère des Finances freine l'expansion des P. et T.



(Photo Jacques DIRAND.)

nous ont déclaré les syndicalistes avant la grève du 1<sup>er</sup> février

**A**LORS qu'un mouvement de grève de vingt-quatre heures est prévu pour le 1<sup>er</sup> février, nous avons demandé leur opinion sur leurs problèmes à des militants syndicalistes P et T. de toutes les tendances. Participaient à notre table ronde : nos camarades René Duhamel, secrétaire général adjoint de la Fédération postale C.G.T., et Marcel Debarge, militant C.G.T.; notre camarade Georges Jacquet, militant F.O.; René Thomas, secrétaire adjoint de la commission Bureaux-Gares de la Fédération C.F.T.C. des P. et T.; Pierre Le Morvan et Roger Le Bars, secrétaire général et secrétaire adjoint de la Fédération nationale des Télécommunications (F.N.T.); Guy Jonard et Laurent Fossati, dirigeants de la Fédération autonome des P. et T.

Maurice Combes.

**T. S. — Il y a, dans les P. et T., des difficultés de recrutement. Tiennent-elles à l'insuffisance des rémunérations ?**

Duhamel (C.G.T.). — C'est un fait qu'il y a des difficultés de recrutement dans les P. et T. Par exemple, pour le recrutement des facteurs (préposés), de janvier 1962 à novembre 1962, il a fallu organiser quatre concours nationaux. On en arrive à une période où le nombre des candidats est égal ou même inférieur au nombre des places offertes. Et ceci, principalement, en raison de l'insuffisance des traitements. D'une manière générale, les jeunes — préposés, agents techniques, etc. — perçoivent moins de 540 F par mois à Paris. Les agents d'exploitation — guichet, bureaux-gares, téléphone, chèques postaux — gagnent 600 F mensuellement. Et il s'agit, dans les deux cas, de titulaires. Quant aux auxiliaires de 16 à 18 ans, selon la catégorie, ils perçoivent de 340 à 420 F. Les auxiliaires adultes au-dessus de 18 ans se font de 510 à 540 F. La rémunération des auxiliaires qui travaillent à temps incomplet est extrêmement difficile à chiffrer.

Thomas (C.F.T.C.). — Il faut diviser le problème en deux, car il y a encore plus de difficultés à recruter sur le plan technique que sur le plan exploitation.

Pour l'exploitation elle-même, le problème serait moins aigu. La partie sud de la France, les départements méridionaux en particulier, fournit une grande partie des postiers. Là, dans les établissements scolaires, certaines classes d'enseignement général préparent au concours des P. et T. Sur le plan exploitation, les départements « sous-développés » fournissent du personnel.

Sur le plan technique, c'est une véritable catastrophe. Les jeunes viennent aux P. et T. pour apprendre un métier, puis ils s'en vont dans l'industrie privée.

Le Morvan (F.N.T.). — En province, le coût de la vie est aussi élevé, les conditions de logement sont très difficiles également. Il faut voir le problème des salaires dans toute la France.

Jonard. — Les P. et T. recrutent dans le Midi, où le secteur privé offre des situations encore plus précaires. Si ce secteur privé offrait des situations comparables à celles de la région parisienne, les jeunes iraient de préférence vers le privé. Pour les agents d'exploitation, un concours spécial organisé dans la région parisienne a été très largement déficitaire. Un concours national arrive à combler les places offertes.

Jacquet (F.O.). — Tout le monde sait ce que représentent les traitements dans l'administration des P. et T., dans toutes les administrations en général. Si cela continue, comme déjà la plupart des syndicalistes l'ont exprimé, le recrutement sera de plus en plus pauvre et de plus en plus médiocre. On ira chercher de meilleurs salaires dans le privé, surtout les techniciens.

## Les conditions de travail

**T. S. — Les conditions de travail dans les P. et T. sont-elles pénibles ?**

Thomas. — Dans les P. et T., les conditions de travail sont tout à fait désastreuses, en particulier dans les bureaux de tri ou dans les bureaux-gares, où le public n'a pas accès. Dans les bureaux-gares, les conditions de travail sont extrêmement pénibles : travail fastidieux, station debout, poussière. Tout cela crée un climat qui veut que les gars sont écumés.

Le Morvan. — Les locaux à l'usage du personnel sont souvent sales et mal éclairés ; il arrive que les vestiaires soient dans les couloirs, les réfectoires à proximité des batteries d'accumulateurs. L'administration fait un effort seulement pour les locaux ouverts au public.

Jacquet. — Ce qui frappe le public, ce sont les facteurs qui sont chargés comme des baudets. Les conditions de travail sont aussi très pénibles dans le service de l'acheminement. A Paris-16, les facteurs trient le courrier dans les couloirs et par terre.

Duhamel. — Dans sa conférence de presse d'octobre 62, le ministre Marret a reconnu que le trafic augmentait annuellement de 5 à 6 %, alors que les effectifs ne s'accroissent que d'environ 1 %, d'où une dégradation continue des conditions de travail.

Dans certains des services les plus pénibles, les mouvements revendicatifs sont fréquents. La situation est si tendue qu'il suffit du moindre incident pour provoquer une explosion.

**T. S. — Certaines conditions de travail, liées à la modernisation, peuvent entraîner des maladies nerveuses, mais, d'autre part, la modernisation est une nécessité impérieuse. Comment voyez-vous la solution ?**

Jacquet. — La modernisation est un état de fait. Elle doit aboutir à l'amélioration du service. La fatigue du personnel doit être compensée par la réduction de la durée du travail.

Debarge. — Le problème de la durée du travail n'est pas le seul. Il y a celui des horaires de service qui, dans l'intérêt du personnel, devrait parfois être modifié.

Thomas. — Les améliorations interviennent surtout dans les services dont la combativité est la plus grande. Nous ne sommes pas opposés à la modernisation des P. et T., à condition que les postiers et les délégués du personnel aient un droit de regard sur celle-ci. La technique de l'administration est de moderniser sans consulter le personnel, puis de le mettre au pied du mur.

Le Bars. — Il faudrait aussi parler des problèmes sociaux : problème du logement, où rien n'est fait ; des cantines, qui sont généralement mauvaises.

Jacquet. — Dans les services où il y a beaucoup de dépressions nerveuses, il faudrait que nos camarades soient soumis à des visites médicales sérieuses, non fantaisistes. Il faudrait aussi que les P. et T. puissent envoyer le personnel qui en a besoin dans des maisons de repos, non pas forcément dans des maisons de santé.

## L'autonomie de gestion

**T. S. — Les P. et T., comme la S.N.C.F. et d'autres services publics, sont soumis à une tutelle étroite de la part de l'Etat.**

Jacquet. — Les P. et T. sont effectivement soumis à la tutelle paralysante du ministre des Finances, qui n'est d'ailleurs pas toujours le même, alors que les chefs de l'administration ne changent guère. Afin que l'autonomie de gestion ne soit pas seulement le règne de l'administration, on a avancé, à Force Ouvrière, l'idée de la régie coopérative à la gestion de laquelle participeraient les usagers, le personnel et l'Etat. Ce n'est sans doute pas la panacée, mais il faut en discuter. L'autonomie budgétaire est, en tout cas, souhaitable, en particulier dans les télécommunications, pour la passation des marchés.

Jonard. — L'autonomie est peut-être un grand mot. Même là où elle existe, comme en Grande-Bretagne, il y a un contrôle gouvernemental sur les P. et T. Nous ne sommes pas favorables à la régie coopérative qui signifierait « la poste aux postiers », comme autrefois on disait : « la mine aux mineurs ». On pourrait, par contre, aboutir à un statut particulier, comme celui des industries nationalisées ou, plus précisément, comme celui de la R.T.F. ou celui de la régie des tabacs.

Thomas. — Nous craignons que la régie coopérative n'aboutisse à l'emprise des intérêts privés.

Fossati. — Nous sommes partisan de comités techniques paritaires de la base au sommet, dans lesquels les syndicats pourraient jouer un rôle de contestation.

Le Morvan. — Nous sommes pour que les P. et T. demeurent dans le secteur public. En ce qui concerne le service des télécommunications, nous croyons qu'il a une vocation industrielle et que sa structure l'apparente plutôt à celles d'entreprises comme l'E.D.F. Il n'est pas admissible que sa modernisation et son expansion soient freinées par la tutelle du ministre des Finances.

Nous réclamons un reclassement des catégories au niveau fonctionnel.

## Le mouvement du 1<sup>er</sup> février

**T. S. — Que pensez-vous des mouvements de grève qui ont eu lieu ces derniers mois dans les P. et T. et des mouvements en préparation ?**

Le Morvan. — Ce n'est pas à nous de répondre en premier lieu, du fait que nous ne représentons qu'une minorité. Mais nous sommes ulcérés du fait que lorsqu'il y a un mouvement général des postiers ou de l'ensemble de la fonction publique, il n'est pas soutenu par un appel commun de toutes les fédérations. Ce n'est que lorsqu'elles sont toutes présentes que nous pouvons dire à nos camarades : « Allons-y ». Il semble qu'à ce sujet, la situation soit moins bonne chez nous que dans d'autres corporations.

Thomas. — Lorsque nous voulons agir, il nous faut d'abord nous mettre d'accord avec la C.G.T., puis séparément avec F.O. Pour le récent mouvement des bureaux-gares, cela n'a pas marché avec F.O. Malgré tout, les débrayages ont été, en général, réussis. Une fois que les dates ont été fixées avec la C.G.T., nous avons foncé. Ce n'est pas payant à brève échéance. Cependant, le ministre a pu écrire alors : « Dans tout ce que vous dites, il n'y a rien de valable, sauf l'augmentation des heures de nuit... »

Pour le 1<sup>er</sup> février, nous appelons, avec la C.G.T., à une journée nationale d'action.

Le Morvan. — La date du 1<sup>er</sup> février, qui coïncide avec la réunion du Conseil supérieur de la fonction publique et avec la discussion du budget des P. et T. au Sénat, semble particulièrement favorable à un mouvement qui pourrait être réalisé dans l'unité à la base.

Duhamel. — Nous avons lancé notre appel pour une journée d'action avec la C.F.T.C. lorsque F.O. a décidé seule une grève de vingt-quatre heures. Cela ne serait pas grave si la Fédération F.O. n'avait pas donné à ses militants des directives leur interdisant de faire l'unité d'action avec la C.G.T. Malgré tout, des appels communs sont lancés avec F.O. dans certains départements. Nous espérons qu'en dépit des difficultés, et sauf faits nouveaux, la journée du 1<sup>er</sup> février sera marquée par un beau mouvement de grève avec la participation de l'ensemble des organisations syndicales.

# CANNES: Importante bataille revendicative à Sud-Aviation

L'ACTION engagée par le personnel de l'importante usine « Sud-Aviation » de Cannes-La Bocca a attiré l'attention de tous les observateurs attentifs aux réactions du monde du travail face aux problèmes actuels de la production et de la distribution.

Une première constatation s'impose. C'est l'unité totale réalisée dans la lutte; non seulement l'unité des organisations syndicales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. qui ont signé ensemble la motion proposée lors du débrayage du 21 janvier par Georges Girard, représentant C.G.T. au comité central d'entreprise, mais aussi l'unité de toutes les catégories composant les 600 travailleurs de l'entreprise: courtiers, employés, agents de maîtrise, dessinateurs et techniciens.

Cette unanimité a pu être réalisée par la réunion dans une même résolution de revendications im-

(De notre correspondant à Cannes, L.-R. Streiff)

médiates concernant le niveau de vie :

- Augmentation générale des traitements et salaires ;
- Retraite à 60 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes ;
- Primes d'ancienneté pour tout le personnel : 1 p. 100 par an jusqu'à 20 ans de présence ;
- Accélération du rétablissement de la position des mensuels ;

à des revendications plus structurelles et plus irréversibles dans ce sens que leur obtention ne peut plus être remise en cause par les habituelles manœuvres du système (hausse du coût de la vie, manipulations monétaires, etc.). Ce sont :

- La 4<sup>e</sup> semaine de congés payés avec maintien des jours supplémentaires d'ancienneté ;

— La réduction du temps de travail sans diminution des ressources ;

— La signature d'une convention nationale de l'aéronautique.

Ces trois derniers points ont d'ailleurs fait l'objet d'une confrontation entre les directions des grandes sociétés nationales d'aviation : Nord-Aviation, S.N.E.C.M.A. et Sud-Aviation. Les résultats obtenus sont nettement défavorables et Georges Gérard met au point la question par la déclaration suivante :

« La thèse officielle qui est lancée à ce sujet (réduction du temps de travail) est le manque de main-d'œuvre qualifiée dans notre pays, une réduction du temps de travail ne pouvant être compensée par une embauche correspondante. Or

le dernier plan de charge de Sud-Aviation, montré au comité central d'entreprise, prévoit une baisse importante des heures travaillées pour les mois et les années à venir, baisse qui ne peut qu'entraîner la poursuite du licenciement de professionnels. »

La tactique, mise au point par les syndicats, est le « harcèlement », série de débrayages de durée limitée (un quart d'heure à une heure), répétés journellement, tactique qui semble jusqu'ici renforcer l'unité et la combativité des travailleurs mais dont l'efficacité est appelée à s'émausser si le conflit se prolonge.

Quel que soit le résultat de la lutte engagée, la formulation des revendications générales par la totalité des organisations syndicales de Sud-Aviation est susceptible, à brève échéance, d'unifier la bataille syndicale dans le secteur des usines d'aviation françaises.

# CHARBON: le pouvoir se désintéresse des besoins de la population

« Le chauffage va être réduit dans les immeubles H.L.M. de la Seine. L'office des H.L.M. de Paris a pris cette décision, car la réserve de combustibles n'est que de 48 heures pour la mazout, et de 5 à 6 jours pour le charbon. »

Ce communiqué paru il y a quelques jours dans la presse, signifie en clair que les locataires des immeubles H.L.M. devront, par ces grands froids, s'accommoder d'une température intérieure de 10 à 12 degrés. Ceci pour les privilégiés, car, en fait, depuis que la vague de froid s'est abattue sur la France, certains H.L.M. de Paris et de banlieue ne bénéficiaient pas d'une température intérieure supérieure à 16 degrés, malgré un chauffage à « plein ».

## Lock-out à Marignane

La direction de l'entreprise nationalisée Sud-Aviation a décidé de cesser toute activité parce que les ouvriers avaient débrayé le jour d'une visite du président-directeur général Puget.

Excellente manière de répondre aux revendications: 4.200 ouvriers mis à pied jusqu'à nouvel ordre.

En fait, le surlendemain la moitié des ouvriers était de nouveau au travail.

C'est encore une fois une atteinte au droit de grève et aussi au droit syndical, car nul doute que la direction va en profiter pour éliminer certains délégués « meneurs ».

F. D.

Cette mesure ne fait qu'aggraver les difficultés dans lesquelles se débattent les locataires des H.L.M. depuis la vague de froid. Témoins, ces quelques personnes, interrogées.

## Une solution obligatoire : le chauffage d'appoint

Le 13<sup>e</sup> arrondissement, dans un groupe d'H.L.M. sur le boulevard Blanqui, nous frappons au hasard à une porte. Un homme jeune nous reçoit: la trentaine, visage sympathique, le sourire aux lèvres. Nous lui expliquons l'objet de notre visite.

- Pour quel journal ?
- Tribune Socialiste.
- Moi, je veux bien répondre à vos questions, nous confie-t-il en souriant. Nous avons un enfant de six mois, assez fragile et si nous ne chauffons pas au butane en plus du chauffage central, j'ai bien peur que notre fils serait déjà à l'hôpital.
- La température a-t-elle baissé depuis les dernières mesures ?
- Bien sûr, de 5 degrés. Il fait maintenant, avec le chauffage d'appoint, 16 degrés ; enlevez le chauffage au butane, la température tombe à 10 degrés, tout le monde tousse dans la maison. Si cela continue, avec les médicaments, le docteur et le chauffage, toute ma modeste paye d'ajusteur va y passer.

Il nous offre un verre en précisant: — Nous avons protesté auprès de l'office des H.L.M., mais nous savons bien que l'office ne peut rien faire, si les Pouvoirs publics, eux-mêmes, sont incapables d'organiser le transport et la distribution du charbon.

Nous avons frappé à de nombreuses portes, partout les mêmes réponses: 10 à 12 degrés de température, les mêmes solutions indispensables, le

chauffage d'appoint, et l'espoir que les beaux jours vont bientôt revenir.

## Les responsables : les Pouvoirs publics

La fragile politique « sociale » du gouvernement n'a pas résisté à la première vague de froid. L'affaire du charbon est significative, le Pouvoir se désintéresse des besoins de la population.

La situation est alarmante: de nombreux lycées sont fermés faute de pouvoir chauffer les locaux. A Paris, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, la directrice de l'école de la rue Binet a renvoyé les élèves, le stock de charbon étant épuisé. Au collège de la rue de Tlemcen, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, la cantine est supprimée, et les enfants gardent leurs manteaux et leurs gants pendant les cours. Si le froid persiste, les hôpitaux risquent de manquer de charbon.

La responsabilité du gouvernement est écrasante.

La feuille de l'U.N.R., La Nation, très prévoyante, prend les devants, et ose écrire sans ironie :

« Les Pouvoirs publics ont accompli leurs devoirs, et il faut être de mauvaise foi pour tenter de les mettre en accusation. »

Sommes-nous de mauvaise foi quand nous disons que le gouvernement n'a pris aucune décision pour favoriser et accélérer le transport des combustibles partout où le besoin s'en fait sentir ? Certes, les Pouvoirs publics ont pris quelques mesures, mais elles sont ridicules face aux besoins urgents de la population. On ne saurait penser à tout, le Pouvoir ne peut s'occuper à la fois des besoins des Français et de la « force de frappe ».

Dominique Laury.

## APRÈS NEYRPIC ALSTHOM

M. GLASSER, le président-directeur général de chez Neyrpic, qui a suspendu l'accord d'entreprise en provoquant les réactions que l'on sait, est un homme important. Il est aussi président de deux syndicats patronaux (matériel électrique et aviation) et président-directeur général de l'Alsthom.

Si chez Neyrpic M. Glasser a invoqué des difficultés financières pour suspendre les clauses de l'accord d'entreprise portant sur les salaires, à l'Alsthom il a demandé au personnel de « renoncer à toute augmentation de salaire, individuelle ou collective pour 1963 ».

## Débrayages successifs

Les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C. de l'Alsthom ont protesté contre cette décision et demandé son annulation. A l'usine de St-Ouen, des grèves ont eu lieu les 17 et 31 décembre. A l'usine de Belfort, les 3.000 ouvriers ont débrayé le 4 janvier pendant une heure. Depuis lors les débrayages se multiplient dans les différentes usines du groupe Alsthom, en particulier à St-Ouen, Belfort et Tarbes, pour que la direction revienne sur le blocage des salaires et accorde la quatrième semaine de congés payés. Les mensuels participent à l'action.

# « Nouvelle procédure de discussion » propose la direction de l'EDF

ETABLIR une nouvelle procédure de discussions des salaires et permettre d'améliorer les rapports sociaux dans les deux entreprises, telles avaient été les propositions de l'Electricité et du Gaz de France.

La C.G.T. a tenu le 24 janvier à donner sa réponse lors d'une conférence de presse.

Après avoir rappelé que la C.G.T. était prête à négocier, le porte-parole de la fédération Gaz-Electricité a déclaré: « Nous répondrons à la convocation des directions afin de réclamer

la suppression de la partie du projet qui concerne les restrictions que l'on voudrait apporter au droit de grève », car « la tentative en cours a pour but d'amener les organisations syndicales à souscrire une convention qui vise en réalité à poser, pour le déclenchement éventuel de grèves, des conditions telles qu'aucun mouvement ne pourrait intervenir avant l'écoulement d'une longue période ».

Les délégués de la C.G.T., après avoir brossé un historique du droit de grève, ont insisté sur les nombreuses atteintes que le pouvoir se

permet au mépris de la Constitution. Ils ont évoqué plusieurs faits récents, tels les réquisitions, les pressions et les retenues de salaires d'une journée pour une grève d'un quart d'heure.

F. D.

La suite de nos informations sociales est en page 10.

## BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9<sup>e</sup>)).

**I**l est évidemment impossible que nous publions un compte rendu détaillé des débats de notre congrès national qui vient de siéger pendant trois jours à Alfortville.

Nous ne pouvons non plus donner le texte des motions d'orientation soumises au vote des délégués, qui seront publiées dans le *Courrier du P.S.U.*

Nous indiquons du moins les scrutins essentiels.

On trouvera également la composition du nouveau *Comité Politique National*, de la commission des conflits et de la commission de contrôle.

Précisons à ce sujet que le C.P.N., au cours de la brève réunion qu'il a tenue à la fin de la dernière séance du congrès, a décidé de tenir une session dimanche prochain, 3 février, pour procéder notamment à la désignation du nouveau bureau national.

## Un tragique affrontement

**L**e congrès d'Alfortville s'est tenu dans la salle des fêtes. Des écrivains signalaient, d'une manière lisible, l'entrée des délégations ainsi que le parking. Les délégués étaient accueillis par de nombreux camarades qui se disposaient autour et au-dehors de la salle pour assurer les services ordinaires : librairie, information et... buffet.

La librairie, très bien fournie, se trouva achalandée d'un bout à l'autre de ce congrès de trois jours.

La presse extérieure au parti aura amplement souligné les difficultés qu'ont éprouvées les délégués venus de toutes les fédérations, à ordonner leurs débats. « Le Monde » aura, par exemple, tiré de cette absence apparente d'organisation, un doute sur l'avenir du parti.

### Des éléments positifs

Assez curieusement, les militants interrogés sur leurs impressions s'appliquaient à tirer les éléments positifs du congrès.

Il était sain notamment que les éléments plus jeunes accèdent aux postes de responsabilité.

Le désordre apparent des débats étaient causés par l'objet même de ce congrès qui désirait surtout permettre l'affrontement libre des idées politiques les plus antagonistes sur la direction du parti.

Cet affrontement d'idées a pris superficiellement l'aspect d'un affrontement des hommes.

Quelques fédérations sont arrivées à Paris avec le mandat de s'abstenir, plutôt que de prendre position pour l'une ou l'autre tendance, mais en définitive une clarification a commencé à se faire.

### Consolider l'Unité

Certains faits, attestent incontestablement la volonté de consolider l'unité du parti : le camarade Faye ainsi que le camarade Naville ont été applaudis unanimement et écoutés dans le plus grand silence, quand ils ont parlé de cette nécessité pressante.

Ceci lors de la séance de vendredi. L'allocation de clôture d'Edouard Depreux le dimanche soir s'est faite également dans l'attention générale malgré l'heure et la très compréhensible fatigue des délégués.

Les délégations étrangères ont montré aux militants français l'intérêt soulevé à l'étranger par le P.S.U.

Bernard Cornille.

## Vote sur le rapport moral

C'est à la première séance, vendredi matin, qu'Edouard Depreux a présenté, au nom du Bureau national et du C.P.N. sortant, le rapport moral.

Celui-ci, après un bref débat, a été adopté dans les conditions suivantes :  
Inscrits : 791 ; Exprimés : 692 ;  
Pour : 449 ; Contre : 76 ; Abstentions : 167.

# III<sup>E</sup> CONGRÈS confrontation

**A**PRES l'audition et l'adoption du rapport moral, la séance d'après-midi et la séance de nuit du vendredi furent consacrées à la discussion des textes d'orientation.

Les principales interventions témoignèrent de l'effort d'approfondissement poursuivi dans diverses fédérations sur certaines questions doctrinales actuellement posées devant le mouvement ouvrier français :

— les *assises sociales* du parti et du Front socialiste ; l'intérêt porté, dans le recrutement et l'agitation, aux diverses couches salariées, la définition exacte et le rôle des « couches nouvelles » ;

— la nature du *système gaulliste*, les principaux terrains de lutte pour le renversement du système, nos méthodes d'action envers les divers « centres de décision », traditionnels ou modernes ;

— la *politique d'unité* : la quasi-totalité des interventions souligna le caractère nouveau, original des alliances de type Front socialiste, mais beaucoup de délégués insistèrent sur la nécessité, pour le P.S.U., de tenir compte des possibilités récentes offertes à la politique de Front socialiste, de ne pas paraître négliger ces possibilités sous prétexte d'éviter le renouvellement des erreurs du Front populaire ;

— la *conception du parti* : parti du renouvellement socialiste et parti de l'unification socialiste, les délégués mirent l'accent sur l'un ou l'autre de ces aspects dont plusieurs orateurs firent remarquer qu'ils étaient indissolublement liés.

### Cinq textes d'orientation

Autour de ces centres principaux de discussion, un véritable reclassement des principales tendances s'est donc opéré dans le parti. La *commission de résolution*, au cours d'une journée et d'une nuit de travail (le samedi), devait en prendre acte. Les délégués de quelques fédérations, qui redoutaient que l'affirmation de ces tendances ne nuise à l'unité du parti, essayèrent de présenter un texte acceptable aux deux courants B et C qui, dès le vote indicatif, avaient recueilli le plus grand nombre de mandats. Ils durent, en définitive, y renoncer et admettre que les thèses défendues contradictoirement par ces deux courants résumaient les principaux choix actuellement offerts au parti. Les signataires du texte Rhône-Isère ayant considéré que rien d'essentiel ne les séparait du texte B et, s'étant ralliés à ce texte, c'est finalement sur cinq textes d'orientation que devait, dimanche matin, se prononcer le Congrès.

Gilles Martinet, rapporteur du courant B, considère que les débats en commission ont été décourageants et inquiétants : le style était procédurier et byzantin. Le parti est à un tournant difficile de son histoire. Il faut lutter contre les tendances au repli sur soi-même telles qu'elles ont été exprimées par Guy Mollet au dernier Conseil national S.F.I.O. On ne peut pas se contenter de lutter pour des réformes sociales sans grande portée : il faut mettre en avant le problème de véritables changements de structure qui mettent en cause le néo-capitalisme. A ce prix, il y aura des possibilités réelles de mobilisation des masses.

Le parti, pour cela, doit approfondir la ligne de Front socialiste et faire la clarté sur le programme d'union de la gauche, moins pour l'intérieur du parti que pour l'extérieur. On ne peut donc s'aligner sur les autres partis. Les tendances dans un parti sont normales et il faut les laisser jouer, mais elles ne doivent pas le bloquer et empêcher la formation d'une majorité autour d'un axe. C'est en fonction de cela que nous avons défendu l'idée d'un accord politique avec le courant C, avec lequel nous n'avons pas de divergences essentielles et que nous avons rejeté l'idée d'un vague

centre de travail avec tous les courants.

Guy Desson (texte D) regrette que le Congrès intervienne avant que ne soit opérée une certaine décantation. Il a le sentiment qu'une conception autoritaire d'un « néo » plutôt que d'un « nouveau » socialisme a présidé à la préparation, puis au déroulement de ce congrès. Plusieurs principes ont été négligés, qui lui paraissent essentiels, parmi lesquels :

— s'affirmer partisans d'un neutralisme actif, militant, pour la coexistence pacifique ;



Les délégations étrangères (ci-dessus)

## COMITÉ POLITIQUE

### Motion A

Beregovoy Pierre (Seine-et-Oise) ; Binot Jean (Eure) ; Guillaneuf Raymond (Puy-de-Dôme) ; Klein Maurice (Paris) ; Puisais Harris (Ariège) ; Verdier Robert (Paris).

### Motion B

Arthuys Jean (Seine-Banlieue) ; Badiou Raymond (Haute-Garonne) ; Belleville Pierre (Moselle) ; Combes Maurice (Loiret) ; Compère Jacques (Gard) ; Debarge Marcel (Banlieue) ; Denecker Gérard (Corrèze) ; Depreux Edouard (Banlieue) ; Garnier André (Paris) ; Gontcharoff Georges (Banlieue) ; Heurgon Marc (Paris) ; Kessler Jean-François (Nièvre) ; Longeot Henri (Banlieue) ; Mallet Serge (Paris) ; Martinet Gilles (Paris) ; Mazier Antoine (Côtes-du-Nord) ; Montariol Alexandre (Haute-Garonne) ; Naville Pierre (Paris) ; Néry Claude (Seine-et-Oise) ; Reynaud Jacques (Paris) ; Secher Roger (Maine-et-Loire) ; Serratrice Marc (Isère) ;

# RÉS DU P.S.U. :

## ion dans l'unité

— défendre une conception laïque de la

— manifester concrètement une volonté d'unité du parti, ce qui sera la principale responsabilité des futurs dirigeants.

Le parti doit lutter contre des tendances à une conception autoritaire et comparatiste du socialisme.

R. Verdier (texte A) explique qu'après avoir fait preuve d'une certaine réserve lors des travaux de la commission, les signataires du texte A avaient soutenu l'initiative conciliatrice du délégué du Gard et de plu-

sieurs autres fédérations et qu'ils regrettaient que les signataires du texte B n'aient pas accepté de discuter ce texte.

Il pense que la plupart des textes n'offrent guère d'éléments concrets au parti pour son action immédiate.

Il souligne qu'on n'a pas apporté de réplique valable à l'affirmation suivant laquelle il n'y a pas de troisième voie entre la « démocratie populaire » et la démocratie représentative « améliorée », associant les secteurs économiques et sociaux à la direction de la nation.

pas aux deux questions que pose cette politique : le programme, les partenaires. Il faut faire le Front socialiste même si le partenaire doit être, pendant toute une étape, le P.C.

Le parti a un grand avenir, mais il faut une majorité idéologiquement forte et numériquement nette.

Après le vote sur les textes d'orientation, le camarade Pinto, délégué du Gard, présente, au nom de plusieurs fédérations, un texte qui résumerait les principales décisions politiques du Congrès et constituerait la base politique d'un programme d'action largement majoritaire.

Ce texte est adopté à main levée, les partisans de l'orientation B s'abstenant.

Avant d'entendre les salutations de délégations étrangères et d'élire le nouveau Comité politique national, le Congrès achève son travail en adoptant diverses modifications de structure et de statuts.

Jean Poperen.



(Photo Jacques DIRAND.)

ont montré aux militants français l'intérêt soulevé à l'étranger par le P.S.U.

« Que l'immense majorité des militants, conclut-il, s'impose d'autres méthodes. »

Jean Poperen (texte C) indique que la base de classe du parti comme du Front socialiste c'est l'ensemble des travailleurs salariés et de la paysannerie d'exploitation individuelle.

Il rappelle les propositions d'action, sur le plan politique et économique, permettant de saper à la base le système gaulliste. Il explique que le « contrat d'unité » doit être compris comme un élément et une étape dans le développement de la politique de Front socialiste et exclut tout retour à la tactique opportuniste d'« union des républicains ». Son succès doit être assuré par le développement de « comités de base » et de « cartels unitaires ».

J. Poperen réaffirme que le parti, parti de l'unification socialiste, doit assurer la fusion de tous les courants du mouvement ouvrier contemporain et que la composition des diverses directions, nationale et fédérales, doit refléter cette conception du parti.

Lequesne (texte E) explique que le Congrès voulait une majorité, mais que le mariage entre B et C aurait été « contre nature ». Le parti est « passé à un nouveau réformisme technocratique » et s'est « aligné sur la droite de la C.F.T.C. et de F.O. ». Sous couvert de nouveautés sociologiques, on assiste à l'abandon de toute ligne de la lutte de classes. Les dirigeants du courant B tournent le dos à la politique de « Front socialiste » élaborée à Clichy. Ils ne répondent

### Commission de contrôle

LISTE A. — Un élu : REYMOND Guy, 36 mandats ; vient ensuite : BERT Raymond, 10 mandats.

LISTE B. — Trois élus : 1. GUIBART Augustin, 281 mandats ; 2. PHILIPPE Roger, 281 mandats ; 3. PIAU Jean-Pierre, 281 mandats.

LISTE C. — Deux élus : 1. DELAURENT Charles, 203 mandats ; 2. PRIM René, 194 mandats.

LISTE E. — Un élu : THERIAU Fernande, 26 mandats ; vient ensuite : TOUR Francis, 16 mandats.

### Commission des conflits

LISTE A. — Un élu : NOULE Roger, 28 mandats ; vient ensuite : MAROUBY Jacques, 22 mandats.

LISTE B. — Quatre élus : 1. TAMBURINI Georges, 276 mandats ; MOUSSAY Robert, 267 mandats ; 3. GOMES, 180 mandats ; 3. SMAGGHE Bernard, 175 mandats ; viennent ensuite : 5. DUBOIS Claude, 42 mandats ; 6. RENARD Georgette, 27 mandats.

LISTE C. — Trois élus : 1. LEO-LAGRANGE Madeleine, 195 mandats ; 2. BERNARD Pierre, 177 mandats ; 3. BOUSREZ, 121 mandats ; vient ensuite : 4. COUDERC Guy, 113 mandats.

LISTE E. — Un élu : ROGER Jean, 42 mandats ; vient ensuite : VERGER Jean, 0 mandat.

### Scrutin sur les motions d'orientation

Le vote sur les motions d'orientation a eu lieu à la séance de dimanche matin, la commission ayant siégé le samedi après-midi et une longue partie de la nuit. Aucun accord n'ayant pu être réalisé, cinq textes ont été soumis aux délégués. Ils ont été présentés par Robert Verdier (motion A), Gilles Martinet (B), Jean Poperen (C), Guy Desson (D) et Michel Lequenne (E).

Le scrutin a donné les résultats suivants :  
Inscrits : 796 mandats ; absents : 39 ; votants : 757 ; abstentions : 29 ; exprimés : 728.

Motion A : 74 mandats ; motion B : 323 ; motion C : 223 ; motion D : 30 ; motion E : 78.

En conséquence de ces résultats, les divers textes seront représentés au C.P.N. de la manière suivante :

A : 6 sièges ; B : 25 sièges ; C : 18 sièges ; E : 6 sièges.

Rappelons qu'il est nécessaire, selon les statuts, qu'un texte ait recueilli au moins 10 p. 100 des suffrages exprimés pour être représenté au C.P.N.

## NATIONAL

Georges (Puy-de-Dôme) ; Ser-  
orges (Paris) ; Verlhac Jean  
ue).

### Motion C

ovoy Michel (Seine-Mariti-  
laise Jacques (Corse) ; Bour-  
ude (Paris) ; Bridier Marcel  
ue) ; Ducloux Jacques (Vien-  
Fay Victor (Paris) ; Filiâtre  
(Banlieue) ; Floriant Roland  
t-Oise) ; Gallon Pierre (Loi-  
Goulois Michel (Indre-et-Loi-  
mblo Henri (Marne) ; Jouffa  
Paris) ; Le Coadic Pierre, (Ille-  
ne) ; Lucas Michel (Sarthe) ;  
Jean (Paris) ; Tanguy-Pri-  
inistère) ; Vincent Jean-Ma-  
nlieue) ; Weitz Lucien (Ban-

### Motion E

st Henri (Banlieue) ; Bleib-  
arcel (Paris) ; Calves André  
; Fimbel Denis (Eure) ; Four-  
les (Haute-Garonne) ; Pen-  
Marcel (Banlieue).



# L'armée de métier et la suppression du service militaire

## militaire

La discussion du budget militaire gaulliste pour 1963, le 23 janvier, a donné l'occasion au ministre Messmer d'amorcer une opération démagogique pour couvrir l'extension du rôle de l'armée. Il a laissé entendre que le gouvernement s'orientait à la fois vers un accroissement des crédits destinés à la « fore de frappe », c'est-à-dire des crédits industriels, et vers une réduction des effectifs et de la durée du service militaire, qui pourrait, selon Sanguinetti, député U.N.R. de Paris, conduire à la suppression de la conscription. En fin de compte, de Gaulle parviendrait à réaliser sa vieille conception de l'armée de métier, appuyée sur des réserves instruites par courtes périodes, variables selon les armes.

### Une augmentation de 7 %

Messmer a déclaré que le budget proprement militaire de 1963 était en augmentation de 7,2 % par rapport à 1962. Il représente 22 % du budget de l'Etat. Mais si l'on y ajoute maints crédits camouflés sous d'autres rubriques, les crédits destinés à l'armée représentent certainement 30 à 35 % du budget total soit plus de 10 % du produit national brut. Autrement dit, le Plan est orienté vers la création d'un profit dont le tiers ira aux armements et à la politique militaire !

Dans le nouveau budget militaire, près de la moitié, 43 %, est consacrée à l'armement et au matériel, c'est-à-dire à l'industrie, sans compter les subventions reçues par d'autres voies. On comprend, dans ces conditions, pourquoi le ministère des Armées devient de plus en plus un ministère économique et social, pourquoi de nombreuses industries comme l'énergie atomique, l'électronique, l'aéronautique, la sidérurgie, la mécanique, le textile, les travaux publics, le bâtiment, etc., vivent grâce aux dépenses militaires de l'Etat. Cela explique aussi pourquoi le capitalisme industriel et l'administration économique de l'Etat sont tellement partisans de la « force de frappe ». Cela explique le pouvoir grandissant que s'arrogent les cadres supérieurs de l'Armée et du régime gaulliste, et l'absence de contrôle sur une gestion qui finit par dicter toute la politique militaire et internationale de la France.

Le régime militaire gaulliste se vante d'ailleurs aussi de mettre la main sur l'éducation. Près de 20 % des effectifs globaux, déclarait M. Messmer, sont « présents dans les écoles et centres d'instruction », ce

qui représente un coût de 2 milliards de francs, autant qu'il n'iront pas à l'Education nationale ! Et le ministre ajoute d'ailleurs fièrement : « Ces chiffres montrent, qu'après l'Éduca-

tion nationale, dont c'est la fonction, l'Armée est, de toutes les collectivités publiques, celle qui fait le plus puissant effort pour l'éducation des jeunes Français. »

### Un contrôle croissant sur le pays

L'ambition du régime, nous la connaissons : c'est de faire de l'Armée, instrument de desseins politiques réactionnaires, le moule où l'on formerait des jeunes, techniquement, professionnellement, et moralement. Ainsi, l'Armée s'assurerait un contrôle croissant sur le pays : par sa politique industrielle, par son intrusion administrative et par son système éducatif.

Cette politique conduit cependant vers une réduction du temps de service et vers une prédominance de l'armée de métier. C'est une évolution que les techniques modernes d'armement, de combat, et d'instruction précipitent dans tous les pays, aux U.S.A. et en Grande-Bretagne comme en U.R.S.S., et maintenant en France. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, le service militaire a été ramené à 18 mois. Les orateurs communistes ont demandé sa limitation à 12 mois,

### Un système prôné démagogiquement

Il faut donc bien voir que ce système, prôné démagogiquement par l'U.N.R., pose une question importante à laquelle nous devons répondre. La proposition de « supprimer le service militaire », en le remplaçant par une armée de métier appuyée sur des réserves instruites par courtes périodes, différentes selon les armes, peut séduire bien des gens. Ce serait apparemment une « révolution » dans les habitudes instaurées en France depuis la révolution française, et dont la tradition avait pénétré jusque dans les milieux de « gauche », ou même

socialistes, qui voyaient dans la conscription générale, égale pour tous, une sorte « d'égalité » devant l'impôt du sang, et en quelque sorte une « démocratisation » de la vie militaire — sans compter les ressources que le service militaire apportait aux villes de garnison.

Ces habitudes sont maintenant modifiées par le progrès technique, qui se fait sentir aussi bien dans la vie militaire que dans la vie industrielle. D'où les projets gaullistes. Mais dans l'esprit de de Gaulle, que partage un nombre croissant de chefs militaires,

cette politique de réduction de la durée et de l'amplitude du service militaire, va de pair avec le renforcement d'une armée de métier, qui devient la vraie menace contre la démocratie et la paix.

Tel est le vrai danger auquel nous avons à faire face. L'armée de métier, soudée autour des armes techniques, augmentée des diverses forces de police, c'est l'instrument des aventuriers, c'est la pression permanente sur les pouvoirs publics, c'est l'indépendance de ses chefs, c'est la voie ouverte à « l'esprit O.A.S. », que la conclusion de la paix en Algérie avait en grande partie éteint.

### Une vraie politique de démilitarisation

Il est certain que notre parti, et le front des socialistes, ne doit pas se désintéresser de cette question. Il doit élaborer et mettre en œuvre une vraie politique de démilitarisation du pays. La réduction ou la réforme du service militaire n'y suffira pas, car elle cache, dans le régime actuel, le gonflement d'une armée de métier hostile à la démocratie et au socialisme, instrument de toutes les répressions et des aventures à l'extérieur comme à l'intérieur. Il faut préconiser son remplacement — avant sa disparition — par un système provisoire de milices populaires, et par une politique de paix, appuyée sur la neutralité proclamée du pays, qui permette enfin de consacrer à autre chose qu'aux armements le tiers du budget national !

Contre la politique militaire gaulliste, une très large union de tous les socialistes est maintenant possible. Il faut l'attaquer sur ce terrain, qui est son terrain nourricier. C'est une des tâches essentielles auxquelles nous devons maintenant nous consacrer sans repit.

Pierre Naville.

### VIENNENT DE PARAÎTRE :

Deux nouvelles fiches de formation viennent de paraître.

- 1.) Fiche n° 10. Les entreprises : Comment fonctionnent-elles ? Pour qui ?
- 2.) Fiche n° 11. L'économie et les choix nationaux.

PRIX : 0,50 F.  
C.C.P. 5826-65

2 splendides volumes de  
**VICTOR HUGO**  
à des conditions exceptionnelles

## ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES

L'œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire française, et par son rayonnement politique l'histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo dispersées dans plus de vingt recueils la plupart introuvables. Ce volume : 153 873 vers, 13 millions de caractères, est enrichi de toutes les tables nécessaires et d'une chronologie illustrée de 40 pages.

Le triomphe à la Foire du livre de Francfort de ce chef-d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES

MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc... complétés par certains textes inconnus. Cette magnifique édition comporte, en outre, un cahier de trente pages d'illustrations, reproduisant les dessins qu'avait prévus pour ces romans cet artiste de génie : Victor Hugo lui-même.

Chaque volume 21 x 27, 1600 à 1800 pages, sur beau papier, tranche supérieure dorée, est en vente séparément.

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE  
Magnifique volume (COMBAT)...  
la dernière merveille (L'EXPRESS)...  
indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)...  
un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)  
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

### CONDITIONS DE VENTE (FRANCE MÉTROPOLITAINE)

- 1°) Chaque volume (vendu séparément) 13 F, 50 par mois (10 versements) 42 F par mois (3 versements) 120 F comptant.
- 2°) Les 2 volumes commandés ensemble : 26 F par mois (10 versements) 80 F par mois (3 versements) 228 F comptant.

LIVRAISON IMMÉDIATE A DOMICILE TRANSPORT, EMBALLAGE GRATUITS FACILITÉ DE RETOUR.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.)

Cocher la case précédant la formule choisie.

Veuillez m'adresser  les 2 volumes de Victor Hugo  1 seul volume : Les Œuvres ..... Je choisis de régler  comptant  en 3 mensualités  en 10 mensualités.

#### RÈGLEMENT COMPTANT

Veuillez trouver ci-joint le montant de ma commande, libellé au nom de la Librairie Pilote soit ..... Frs en un  chèque  chèque postal (Librairie Pilote 13.905.31 Paris) avec ses trois volets  mandat  Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement.

Je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et en ce cas, je serai immédiatement remboursé.

Nom ..... Profession ..... Adresse .....  
n° C.C.P. ou bancaire ..... Signature

### SERVICE TRIBUNE SOCIALISTE

#### RÈGLEMENT PAR MENSUALITÉS

Veuillez trouver ci-joint le montant de la première mensualité, libellé au nom de la Librairie Pilote soit ..... Frs en un  chèque joint  chèque postal (Librairie Pilote 13.905.31 Paris) avec ses trois volets  mandat  Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la 1<sup>re</sup> mensualité.

# Le gaullisme aggrave la crise du logement

94.000 H.L.M. seront construites en 1963 contre 114.000 en 1962

LES récentes discussions budgétaires ont permis de mesurer à la fois l'ampleur constante de la crise du logement et les moyens dérisoires mis en œuvre pour la pallier

Selon les auteurs consultés, il manque en France entre 1.830.000 et 1.778.000 appartements. Si l'on ajoute les quelque 400.000 taudis qui devraient être rasés de toute urgence, les dizaines de milliers de logements qui devraient être construits chaque année pour assurer le renouvellement du patrimoine immobilier, ceux qui devraient être édifiés pour faire face aux besoins nouveaux des rapatriés et des jeunes générations dont la pression sera particulièrement sensible à partir de 1966, l'on peut donc estimer le déficit actuel à environ 2.500.000 logements.

Alors que le IV<sup>e</sup> Plan prévoyait la construction de 350.000 unités d'habitation — et chacun estime aujourd'hui ce chiffre insuffisant — les résultats de 1962 seront encore inférieurs à ceux de 1961. La baisse est particulièrement sensible dans le sec-

## Les charges des locataires augmentées

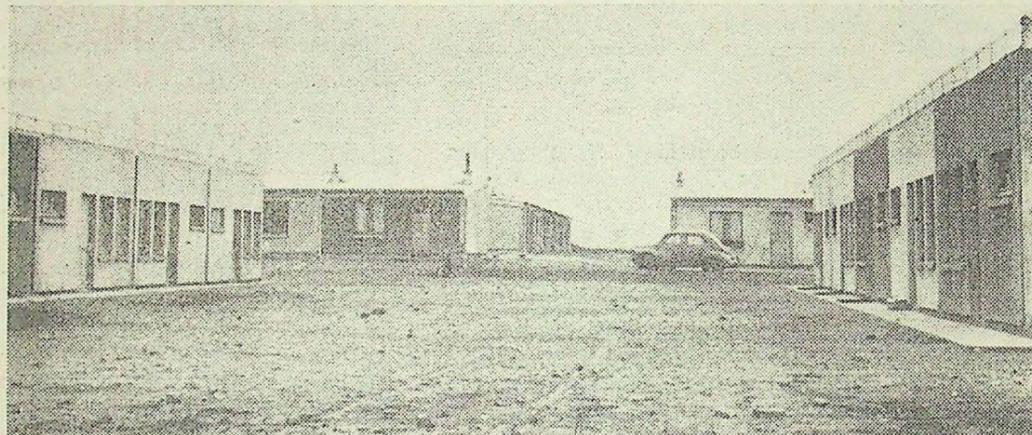
Le 1<sup>er</sup> janvier 1963 a vu s'accroître aussi les charges des locataires : loyers augmentés de 6,8 p. 100 dans les H.L.M. de la Ville de Paris, de 5 à 7 p. 100 pour les immeubles anciens, de 10 à 15 p. 100 dans les hôtels meublés parisiens. Il n'est pas inutile de rappeler que depuis 1949 les loyers anciens ont été en moyenne multipliés par 10 alors que l'augmentation du coût de la vie n'a été, d'après les indices officiels, que multipliée par 2.

Ceci n'étant pas suffisant, des experts des ministères des Finances et de la Construction étudient la possibilité de majorer de 50 p. 100 les valeurs locatives. En outre, la classification établie par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 serait entièrement refondue en ce qui concerne l'établissement de la surface corrigée. Une prise de courant ou un évier permettrait d'augmenter de X m<sup>2</sup> cette dernière, c'est-à-dire le loyer de base. Cette opération permettrait, entre autres, de relever considérablement

l'abandon progressif du maintien dans les lieux. En outre, elle apporterait de nouveaux clients à la construction neuve qui est sans cesse à la recherche de nouveaux débouchés et qui, désormais, ne peut plus compter sur les retours d'outre-mer.

## Une affaire pour la construction privée

Les travaux préparatoires des commissions de travail du IV<sup>e</sup> Plan avaient insisté sur la nécessité de maintenir la construction au niveau de la demande solvable. Cet impératif qui, bien évidemment, ne fut jamais fondé officiellement, est entré dans les faits. La volume de la construction diminue et tout porte à croire que l'évolution se poursuivra en ce sens. Le volume des ventes reste à peu près identique et des efforts sérieux sont faits pour drainer vers les vendeurs de nouveaux intéressés. La diminution des H.L.M. incitera les salariés les moins défavorisés à s'imposer de lourdes charges financières pour acheter un appartement,



L'augmentation des loyers va inciter les locataires à devenir propriétaires. (Ci-contre, la cité de Pavillons-sous-Bois.)

(Archives Tribune.)

teur H.L.M. et dans celui des logécos. L'on peut considérer, en effet, sur la base des prévisions établies en fin d'année que la production aura baissé de 3.000 H.L.M. et 6.000 logécos en 1962 par rapport à 1961. La baisse est encore plus sensible si l'on compare avec les chiffres en 1960 et en 1959, ceci alors que les besoins augmentent régulièrement.

Les prévisions budgétaires s'installent allégrement dans ce mouvement de recul. Le budget 1963 ne prévoit le financement que de 94.000 H.L.M. contre 114.000 en 1962. Les crédits mis à la disposition du Crédit Foncier ne subissent pas le relèvement important qui serait nécessaire et possible sans charges nouvelles, si l'on tient compte que les amortissements des prêts consentis depuis 1950, le volume des rentrées doit être à peu près équivalent à celui des crédits « nouveaux ». Cela signifie que la construction sociale est plus que jamais menacée d'asphyxie.

les loyers des plus mauvais logements (catégories 3 B et 4). Ainsi un pas décisif serait accompli vers la liberté des loyers qui demeure celle de louer n'importe quoi à n'importe quel prix.

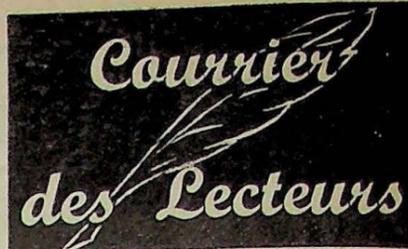
Relever les revenus de la propriété bâtie, c'est, pour le gouvernement, se concilier une couche sociale relativement importante et qui, sous la III<sup>e</sup> ou la IV<sup>e</sup> République, se posait volontiers en victime du régime. L'intégrer dans le nouveau système, c'est donner un peu plus de force à l'espèce d'union nationale que le gaullisme tend à instituer.

Mais un autre aspect ne doit pas être négligé. L'augmentation considérable des loyers — qui se poursuivra durant les années à venir — a déjà incité et incitera encore certains locataires à devenir copropriétaires ou propriétaires. Cette formule, outre qu'elle donne l'apparence de sauvegarder un capital, assure la sécurité du toit que le retour à la liberté des loyers tend à faire disparaître par

l'augmentation des loyers anciens concourt aussi à ce résultat. Et comme le nombre de logements diminue lentement, on maintient donc une demande largement supérieure à l'offre, ce qui assure encore de beaux jours à la construction privée.

Cet ensemble de mesures tourne radicalement le dos à toute solution du problème du logement. Il n'est pas inutile de rappeler ce que disait, voici quelques mois, M. Grunbaum-Ballin, président de l'Office H.L.M. de la Seine : « On entend des hymnes à la propriété et à la copropriété, panacées de tous les maux, paraît-il, et génératrices, à coup sûr, de profits intéressants. On oublie et on veut oublier que le seul moyen de sauver de leurs souffrances des centaines de milliers de familles entassées dans des taudis ou les logements surpeuplés de la région parisienne est de multiplier à une cadence accélérée les logements locatifs à loyers réellement modérés. »

François Maisson.



## Une critique objective

D'un militant dijonnais.

Chers camarades, Je suis de ceux qui pensent que le développement de notre journal est indispensable à notre lutte, quelle que soit l'orientation donnée à celle-ci par les instances du parti

Je suis donc ulcéré de constater l'indifférence manifestée à T. S. par de nombreux adhérents. Toutefois, cette indifférence se justifiant souvent par des critiques précises, susceptibles d'aider, si on en tenait compte, à l'amélioration de notre hebdomadaire, commençons par la page culturelle.

Il est difficile, dans ce domaine, de contenter tout le monde.

Aussi, sans aborder la question du contenu de cette page, je me bornerai à souligner qu'elle représente le maximum à ne pas dépasser de la place qui doit être consacrée par T. S. aux informations, études, critiques concernant littérature, arts, spectacles.

Ensuite, les « points sensibles ». L'idée est excellente. Mais l'idée seulement. Il y a des informations qui se prêtent à cette présentation, il y en a qui ne s'y prêtent pas. Vous semblez, malgré des critiques déjà adressées à ce sujet, l'ignorer totalement.

J'avoue humblement que je ne comprends pas ce que ces « points » veulent nous dire dans 50 p. 100 des cas. Je cite des exemples, pris dans les derniers numéros : « Le potage de la vie d'aujourd'hui » ? « Pays-Bas et douillots » ?

D'autre part, certains problèmes, je l'ai dit, ne peuvent se condenser en un point sensible. Exemples dans le dernier numéro : Art de droite, Art de gauche, Confort et bourgeois.

Toutefois, pour être positif, je tiens à citer aussi des exemples de points sensibles qui atteignent très bien leur but et qui, à mon avis, donnent le ton à ce que devrait être cette page (j'irai jusqu'à dire qu'on pourrait l'étendre alors) : le métro, le « Barandiot », les condamnés de Nados, et, dans le dernier numéro, la pelote, Mens sana..., la nouvelle force de frappe.

Abordons enfin le fond du journal. Je pense qu'il y a nécessité à multiplier les articles courts traitant de l'actualité sociale, nationale et internationale. Exemples : cette semaine, l'affaire Neyrpic, l'Espagne et l'O.T.A.N. sont, à mon avis, des réussites.

Je sais bien que les fédérations et les militants sont plus responsables que la rédaction de l'absence d'informations plus étendues sur les luttes ouvrières.

Peut-être aussi pourriez-vous développer les enquêtes menées dans la rue, sur les lieux de travail, concernant les problèmes concrets comme le « Franc » de cette semaine : les congés, les loisirs, la distribution, le transport... A condition, toutefois, de s'intéresser aux salariés et non pas aux bouchers et aux pharmaciens.

J'ai cru bien faire en citant des exemples précis pour étayer mes critiques.

voici enfin réédités, dans une magnifique édition reliée et illustrée, tous les chefs-d'œuvre de "ces merveilleux conteurs d'histoires"

## ERCKMANN-CHATRIAN CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES

Peu d'écrivains ont connu de leur temps un aussi vif succès que les auteurs de "L'AMI FRITZ", de "MADAME THÉRÈSE", de "L'HISTOIRE D'UN PAYSAN", ces auteurs dont l'œuvre a été si bien définie par Michelet lorsqu'il disait : "Ils ont publié le roman de la Grande Histoire". Ils ont eu à la fois un immense succès auprès du public et l'admiration des plus grands esprits. Ainsi Lamartine voyait dans "LE CONSCRIT DE 1813" un chef-d'œuvre. Plus tard, malgré ZOLA évoquant "le souffle puissant de justice et de liberté" qui anime cette œuvre, malgré Courteline disant : "Erckmann est un romancier de premier ordre, une de nos gloires", malgré Barrès lui-même, écrivant : "Jamais gloire littéraire ne fut plus méritée", ERCKMANN-CHATRIAN semblent avoir longtemps été victimes d'une conspiration du silence dont Flaubert est peut-être le seul à avouer la raison : "Ces deux cocos, écrit-il, ont l'âme plébicienne".

Ce sera l'honneur de notre temps d'avoir remis à leur vraie place "les moins connus des écrivains célèbres" comme les appelle P. Mac-Orlan, "ces merveilleux conteurs d'histoires" (André Maurois), et d'avoir publié LES CONTES NATIONAUX ET POPULAIRES dans une édition de biblio-

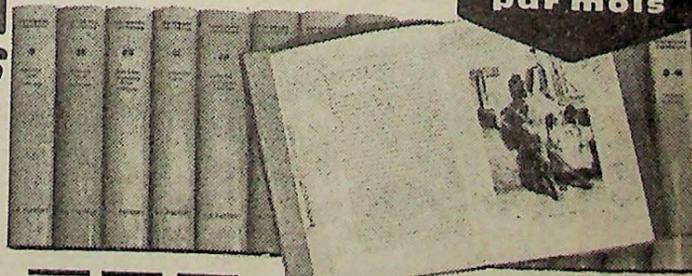
thèque digne d'eux - une édition que les critiques s'accordent à juger une "réussite parfaite" - Elle comprendra 14 volumes 13x21, d'environ 550 pages, illustrés et reliés pleine toile, sous jaquette illustrée, dont 6 sont déjà parus :

T 1 et 2 - Histoire d'un paysan (1789-1815) 2 volumes, - T 3 - Hugues le loup - L'illustre Docteur Matheus et autres contes, - T 4 - Le conscrit de 1813 - Waterloo, - T 5 - L'ami Fritz - Le juif polonais et autres contes, - T 7 - Contes des bords du Rhin - Maître Daniel Rock et autres contes.

France Observateur offre à ses lecteurs de France Métropolitaine ces 14 volumes, monument de notre littérature, "L'histoire la plus vivante qu'on ait écrite du 19<sup>e</sup> siècle (André Parinaud - Radio Luxembourg) à des conditions exceptionnelles : 20 mois de crédit, 24 F. par mois.

Demandez donc aujourd'hui même, au moyen du bon ci-joint, une documentation complète à notre Service Littéraire (Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>) vous recevrez gratuitement une charmante brochure illustrée de 16 pages et, sans aucun engagement de votre part, toutes les conditions de souscription.

pour  
**24<sup>F</sup>**  
par mois



BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 30 r. de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup> SERVICE TRIBUNE SOCIALISTE

Veuillez m'adresser, sans aucun engagement de ma part, une documentation complète sur les CONTES ET ROMANS NATIONAUX ET POPULAIRES d'ERCKMANN-CHATRIAN.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

N<sup>o</sup> du C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Le groupe Rhodia conteste

Le groupe P.S.U. de la RHODIA-CETA à Lyon doit se transformer prochainement en section d'entreprise. De son premier bulletin nous extrayons les lignes suivantes qui se veulent une justification de la section d'entreprise ; critiquant un certain électoralisme et la conquête du pouvoir par des voies purement parlementaires, nos camarades ajoutent : « Ce que le syndicaliste affronte, c'est un autre pouvoir qui est véritable, car il est économique et national, et aussi international ; il s'opère par le truchement des comités d'expansion, des conseils d'administration des sociétés nationales ou d'économie mixtes, ceux des grosses banques et des sociétés industrielles d'avant-garde, comme les trusts de la chimie. Tout ce monde plus ou moins occulte a su donner un visage à son pouvoir, c'est la forme de pouvoir que nous connaissons (de gaullisme). »

Après avoir rappelé la nécessité de l'engagement syndical, nos camarades constatent que celui-ci ne suffit pas. Le groupe P.S.U. RHODIA évoque aussi la lutte des ouvriers 4 x 8 du nylon pour des améliorations importantes de rémunération du travail et des repas, et la répression patronale pour porter atteinte au droit de grève : « Les patrons ont contraint techniquement la fabrication à s'arrêter pour ensuite pouvoir organiser les lock-out partiels. »

Nos camarades regrettent alors que les syndicats se soient contentés de dénoncer ces manœuvres sans « contester l'autorité patronale » : « La contestation n'est-elle pas le travail du syndicalisme ; on est resté à la revendication sociale, la lutte n'a pas eu de caractère économique. »

Economiquement, poursuit le groupe RHODIA, il fallait dire que le capitalisme peut organiser la prospérité dans l'entreprise ou dans la nation, à condition que les capitaux investis retrouvent à l'usage une très grosse rentabilité. Ils peuvent être une source énorme de profits pour leurs propriétaires, et la condition que l'autorité du chef et la docilité du travailleur ne soient pas mis en question. Cela explique la fermeture d'usines insuffisamment rentables, soit par de grosses concurrences sur le marché des fabrications soit par suite d'incohérences dans la production ne tenant pas compte des besoins (Remington-Rand, Frimatic, Général-Motors, etc.).

Appelant ensuite les travailleurs à se préparer à prendre la succession de la gestion de l'économie, locale d'abord — l'entreprise — de l'économie nationale ensuite, le groupe Rhodia ajoute :

« Mais c'est à un parti de le dire, parce que c'est politique ; la conquête de l'économie du pays suppose aussi des structures politiques pour l'encadrement de toutes les économies locales et pour garantir la sécurité totale de ces conquêtes par un pouvoir fort qui ne sera plus celui des banques. C'est pour cela qu'une section P.S.U. d'entreprise est à créer pour aider à la maturité des militants et pour pouvoir intervenir dans les luttes par des explications données qui ne peuvent venir des organisations syndicales et aider ainsi celles-ci à parler de contestation, car il serait possible ensuite de compléter les idées et de ne pas laisser le travailleur à mi-chemin ; ce serait ainsi de la revendication économique. »

A l'époque des accords RENAULT, le passage suivant nous semble particulièrement important et situe les graves lacunes du syndicalisme français : « On n'a pas le droit, dans une industrie moderne comme la nôtre, où le niveau social du travailleur est supérieur à ce qu'il est dans beaucoup de secteurs industriels, de le lancer dans la lutte uniquement pour du fric ou pour des avantages sociaux, sans lui faire revendiquer la gestion du travail et de la production dans la perspective de l'expropriation. Le patron le sait, il n'hésite pas à freiner la production pour faire capituler les gars sur le fric toutes les fois que son autorité est menacée ; il nous montre ainsi le vrai problème. Et la gestion par le travailleur, c'est le prolongement de la contestation syndicale. »

## Informations

### Moselle : Nouvelle section

Une nouvelle Section a été constituée à NILVANGE, le 16 janvier.

Secrétaire : Charles BINTZ, 15, rue de la Chapelle.

### Contre la peine de mort

#### GRANDE MANIFESTATION

VENDREDI 8 FEVRIER à 20 heures 30

Salle du Palais de la Mutualité

sous la présidence effective de :

JEAN ROSTAND

Prendront la parole : Jean Cocteau, Bâtonnier Thorp, André Philip, Claudius Petit, Denis Forestier, Albert Naud, Frédéric Pottecher, Daniel Mayer, Ch.-Aug. Bontemps, Fr. Perroux.

Manifestation organisée par l'Association Française contre la Peine de Mort - 114, rue de Vaugirard, Paris-6<sup>e</sup> Tél. : BABylone 35-30.

NOTA : Ouverture des portes à 20 h. 15 - Métro Maubert-Mutualité. Il sera perçu 1 F pour couvrir une partie des frais.

### A nos futurs annonceurs et amis

Commerçants, artisans, industriels, sympathisants, soutenez notre action, aidez TRIBUNE en nous réservant votre publicité. Celle-ci est indispensable à la bonne marche de toute publication.

En nous confiant vos annonces publicitaires, vous améliorerez la marche de vos affaires et contribuerez à l'équilibre de notre journal.

Demandez-nous nos tarifs, nous vous les enverrons ou, plutôt, prenez contact rapidement avec notre chef de publicité.

### « Clarté » ou « Paris-Match »...

Les étudiants communistes ne sont pas tous fiers de leur journal Clarté.

Celui-ci s'oriente vers la formule « mensuel d'information ». Le numéro de janvier, outre des articles de mode (signés Ghislaine, s'il vous plaît !), comporte une grande enquête sur « Doit-on draguer ? » et un passionnant débat sur le problème brûlant du mouvement ouvrier français : « Le rugby est-il un sport de brutes ? ». De politique point. C'est démodé, paraît-il ! (Certains regrettent même que Lénine n'ait pas écrit de traités d'érotologie !)

La révolution cubaine, les pays d'Amérique latine en pleine ébullition, la crise du mouvement communiste, le régime gaulliste, qu'importe !

Mais, après tout, Thorez préfère voir ses étudiants s'occuper à draguer plutôt que discuter politique. L'esthétisme est moins dangereux que le léninisme, enfin retrouvé.

### RHONE

#### Planning familial

Jeudi 31 janvier à 20 h. 30, 61, rue Louis-Becker à Villeurbanne. - Introduction par un exposé du Dr SIMON.

### Plus que jamais, se loger

Le parti a, plus que jamais, besoin de se loger.

Notre souscription pour la Société Civile Immobilière est toujours ouverte. Il est évident que pendant la période électorale, nos camarades, et sympathisants ayant d'autres préoccupations, cette souscription ne nous a pas encore procuré les ressources qui nous sont absolument indispensables.

Nous demandons aux uns et aux autres de renouveler leur effort.

Nous rappelons que les fonds doivent être adressés — chaque part étant de 50 F — à :

M. Jacques BUENO, 3, allée Tristan - Bernard, à Pantin (Seine). (C.C.P. 1752-01, à Paris.)

Merci à tous.

Edouard Depreux.

### A Saint-Denis : Staliniens pas morts

LES militants du Parti communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale) diffusaient leurs journaux, dimanche, à Saint-Denis.

Pas longtemps ! Ils furent, en effet, agressés par des communistes, au milieu desquels se trouvait M. le Maire lui-même.

Nous pensons que, depuis les incidents de la S.A.V.I.E.M., ces méthodes ne devaient plus avoir cours dans le mouvement ouvrier.

Mais le stalinisme est une maladie dont le P.C.F. n'est pas entièrement guéri (tant s'en faut !) et particulièrement à Saint-Denis.

Connaissant les crimes du stalinisme, dénoncés trente ans après Trotsky par Khrouchtchev, il est regrettable que nos camarades communistes n'en reviennent pas à une conception plus saine et plus léniniste de la démocratie ouvrière.

Et que le gourdin ne soit jamais plus un argument politique !

A Champigny-sur-Marne  
Foyer des Vieux : 109, r. J.-Jaurès  
La Section P.S.U. vous invite à écouter

#### Gilles MARTINET

Secrétaire Adjoint du P.S.U.  
Co-direct. de « France-Observateur »  
présenter le « Front Socialiste »  
programme du Parti Socialiste Unifié. Le 15 février 1963 à 21 h.  
Autobus Château de Vincennes 116 et 208, descendre à Mairie de Champigny.

### Sachez que...

Nous signalons que notre camarade Renée Lhospitalier a ouvert un bureau pour travaux de ronéo, photocopie, courrier, etc. Une remise de 40 p. 100 est consentie aux organisations du parti.

S'adresser : 29, rue de Trévise (9<sup>e</sup>).  
Tél. LAF 19-87.

#### CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

### TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

## Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Consul  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 30 janvier au 5 février

### LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY

Un film de Serge Bourguignon

STUDIO BERTRAND

29, rue Bertrand

STUDIO 43

43, bfg Montmartre

STUDIO 28

Rue Tholozé (Blanche)

STUDIO UNIVERSEL

Avenue de l'Opéra

LE PREMIER DESSIN ANIME DE LONG METRAGE

de JEAN EFFEL

LA CREATION DU MONDE

## Théâtre

TRIOMPHAL SUCCES

### LE JOURNAL D'UN FOU

de GOGOL

avec ROGER COGGIO

THEATRE HEBERTOT

Loc. 15 jours d'avance — EUR 23-23

PRIX JEUNE CRITIQUE

THEATRE EN ROND

### 3 CONTRE 1

avec

Maurice TEYNAC

### PETITES ANNONCES

Cherche studio ou 2 pièces Paris. Prix : entre 150 et 250 F. Ecriro au journal qui transmettra N° 1504.

### LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin  
Paris - ORN. 41-25

### TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : ● Rédaction :  
54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) 8, rue Henner Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :

Geneviève Mesgulche  
71, rue des Saints-Pères  
Paris (6<sup>e</sup>)

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## Variétés

### Au Crazy Horse Saloon

**L**E militant révolutionnaire est un janséniste incorruptible dont les mœurs sont des modèles d'équilibre et la vie sexuelle (en a-t-il seulement une ?), déterminée selon les normes de la convention bourgeoise, avec, pour les épicer, quelques incartades dans la recherche pure (comme on dit au C.N.R.S.). Il fréquente plus volontiers les cabarets de rive gauche que les boîtes spécialisées en strip-tease.

Il considère le strip-tease comme l'invention majeure d'un pays plongé dans un puritanisme dominateur (les Etats-Unis), un transfert donc, qui constitue une perspective des « vraies » valeurs fondamentales (créer un foyer puis des enfants), un avilissement de la femme (l'honnête ménagère) donc de l'homme par ricochet de l'Amour, avec un A majuscule...

Sachant tout cela et bien d'autres choses encore, j'ai néanmoins l'autre soir gagné ce lieu de perdición : le Crazy Horse Saloon. Aux âmes fortes, non exposées au Doute, je conseillerai une telle visite. Belles femmes, chaude atmosphère. « Poupée la Rose » n'est pas mal mais la Haïtienne, dans un numéro classique, à ce qu'on dit, celui du boa (la fourrure, bien sûr), excellent.

Ceci noté, l'effeuillage étant un art, Denys Chevalier, critique de France-Observateur l'a longuement prouvé dans un livre édité chez J.-J. Pauvert, il faut parler du style : ces fioritures autour des gestes décisifs. Elles tendent à dérouter Roland Barthes à sacraliser l'acte commun (à poil, dit Bidasse) pour le distancier du spectateur. Des accessoires : velours rouges, meubles noirs, souliers baroques. Ils jouent de manière non équivoque le rôle de piment.

De peur d'être exclu du P.S.U. pour déviation sexuelle, j'arrêterai ici toute description. Je constaterai pourtant que le strip-tease constitue une forme dépourvue du théâtre de boulevard, son aboutissement avec sur lui un avantage extraordinaire : il ne comporte aucun texte.

Tout est dans l'action. Et un dépliant spirituel du Crazy le confirme : tout le monde, ici, peut comprendre : les étrangers, les analphabètes, les arriérés mentaux. Pourquoi pas vous ?

E. C.

12, avenue George-V. Spectacle à partir de 23 h 10.

### Le Jazz à Paris

**A**U 12, rue Coetlogon, PARIS (6<sup>e</sup>), la grille est ouverte, vous traversez un petit jardin, quelques marches à descendre, et vous voilà au Club de la Conchée où, pour un droit d'entrée modique (4 F), vous allez pouvoir danser dans une ambiance jeune et sympathique.

Le jazz que l'on vous sert ici n'est ni intellectuel, ni sophistiqué, ni compliqué, c'est du direct !

L'orchestre de Pivy Bizouarn a su garder la foi dans la musique et les 6 musiciens qui l'entourent s'en donnent à cœur joie. Le style Nouvelle-Orléans est roi à la Conchée ; les thèmes sont traditionnels, les arrangements simples, l'influence de Wilbur de Paris se fait sentir dans les exposés d'air moins connus et bien orchestrés. La bonne humeur est de rigueur sur l'estrade et dans la salle. Les habitués ont souvent la chance d'entendre des musiciens en rupture de cachet ou d'orchestre et qui viennent ici faire la Jam avec Pivy. Lorsque les pieds commencent à souffrir, le bar est à votre disposition, (bière et jus de fruits seulement, pour 2,50 et 3 F).

Les jeunes peuvent ici découvrir l'ambiance des premières caves de St-Germain et les moins jeunes retrouver instinctivement le battement du pied qui suit le rythme du Jazz et qui les reporte au temps où Gréco déambulait dans le quartier en crevant de faim et où ils s'entassaient dans les boîtes aujourd'hui disparues.

Malheureusement, le Jazz, musique essentiellement populaire, n'a jamais « accroché » les jeunes de chez nous.

Les causes du détournement de l'audience naturelle du Jazz sont multiples, et nous nous proposons d'aborder ce problème par la suite en faisant la tournée des endroits où pour quelques francs 63, on peut danser en écoutant de la bonne musique.

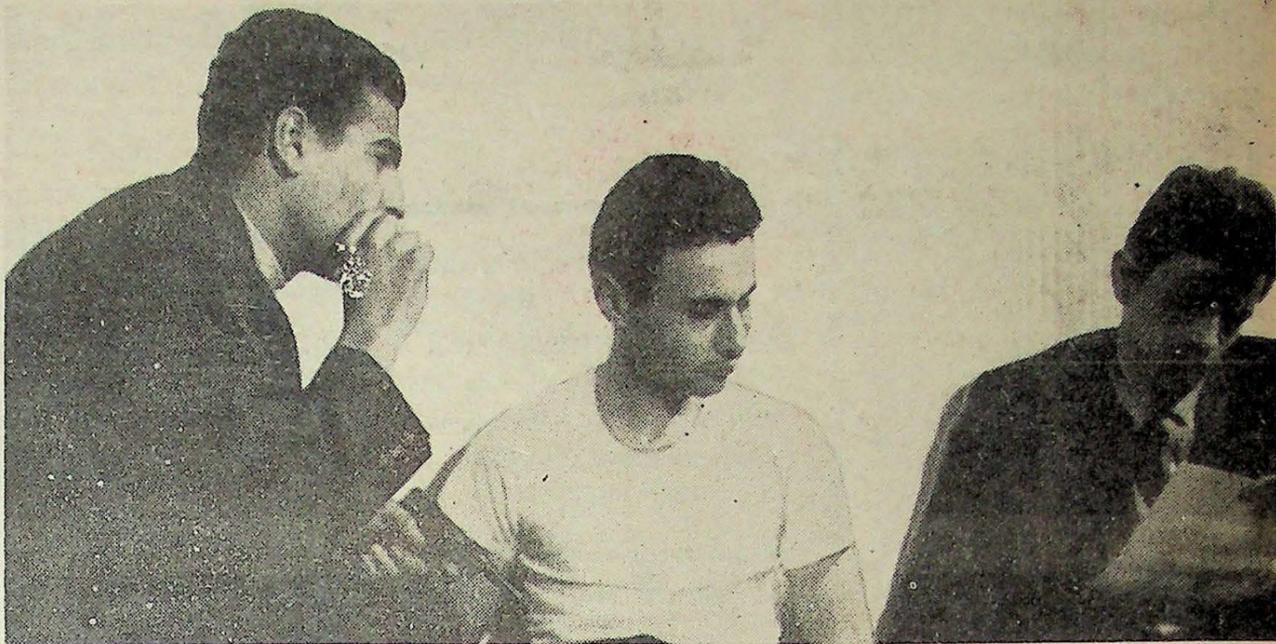
Alors, allez à la Conchée, on vous y accueillera tous les vendredis et samedis soirs de 22 h. à 2 h. Les musiciens de Pivy vous concierneront par leur entrain et leur musique que le Jazz est toujours source de joie et d'enthousiasme.

J.-P. BOWMAN.

## Cinéma

# LE PETIT SOLDAT

de J.-L. GODARD



Entre deux séances de tortures, on parle de Lénine.

**V**OILA longtemps qu'on en causait, de ce film interdit. Toute la gauche, vous en souvient-il, avait proclamé ses mérites, Sadoul en tête, et réclamé la levée de l'interdiction. Seuls quelques critiques, qui passaient pour des aigris, écœurés du bluff de Godard, réclamaient, eux aussi, qu'on autorise le film, afin que tous puissent juger sur pièce et voir combien le *Petit Soldat* était à la fois minable, raté, fascinant et brouillon.

Vous pouvez, maintenant, vous en rendre compte : avec des coupures minimales (qui sont quand même déplorable, elles coupent en effet certains passages gratinés) le *Petit Soldat*, digest de l'amalgame, vous expose comment un déserteur français rejoint Genève — histoire connue — pour

entrer dans un réseau Main-Rouge ! Il vous expose comment ce poète qui aime Aragon, Du Bellay, Klee, Beethoven et ne le laisse pas ignorer — bon Dieu qu'il est bavard, et ces aphorismes « Bach, ça s'écoute à huit heures du matin », va donc, Marie-Chantal ! — est amené par héroïsme à résister à la torture — parce qu'on torture : des types du FLN le torturent longuement, dans une chambre aménagée, en plein Genève, avec baignoire et magnéto. Balance égale, un cheval, une alouette : après avoir longuement montré les Algériens qui torturent, un brin de dialogue indique que « les autres en font autant ». C'est comme ça qu'on renvoie les gens dos à dos...

On vous recommande au passage,

aussi, la prétendue virtuosité formelle des photos grisâtres, l'audace folle qui consiste à filmer en gros plan, pendant plusieurs minutes, la tête de Subor qui parle, qui parle... Mais il faudrait tout mentionner, depuis ce prétendu photographe professionnel qui utilise son télé comme un objectif ordinaire, jusqu'à ces types qui font du soutien au FLN et qui donnent rendez-vous, à Genève, à un Algérien, où ? Devant une banque s'occupant, comme son titre l'indique, plus spécialement d'affaires avec les pays arabes !

Godard, enfin, ne peut plus se parer de la comode auréole de martyr et le gigantesque bluff apparaît en pleine lumière.

Marcel Ranchal.

## Livres

### FANTASTIQUE... SCIENCE-FICTION

**I**NTERESSANTES parutions, ces temps-ci, pour les amateurs. Et, ce qui ne gâte rien, à des prix avantageux.

— En Livre de Poche, réédition de la *Chambre Ardente*, de John Dickson Carr. Ne vous laissez pas détourner par le souvenir du très mauvais film qu'en tira Julien Duvivier. C'est un roman admirable, en équilibre délicat entre le policier traditionnel et le fantastique. On souhaite la réédition des autres livres de Dickson Carr, alias Carter Dickson.

— Dans la collection « Petite Bibliothèque Payot », une étude sur « L'Univers de la Science-Fiction », signée Kingsley Amis. Avec humour et compétence, l'essayiste anglais analyse le genre, ses tenants et ses aboutissants, ses constantes et ses aberrations. Une défense brillante et convaincante. Deux petits reproches : Amis ignore, semble-t-il, aussi bien les écoles française ou soviétique de S.F. (ce qui ne serait pas trop grave) que le nom de Jorge Luis Borges. Et sa traductrice attribuée à Dracula le sexe féminin.

— Dans la collection « Marabout », « Au seuil du futur », recueil de nouvelles de science-fiction de Howard Fast, le grand romancier américain auteur de « Spartacus ». Ingénieux et généreux, Fast n'est pas toujours très original, et les fanatiques de S.F. n'y trouveront pas de thèmes très nouveaux. Mais il se lit toujours sans ennui.

— Enfin, au « Rayon Fantastique » de Gallimard est publié « De temps à autres » de Clifford D. Simak (auteur de « Demain les Chiens »). C'est de l'excellente science-fiction, dans la grande tradition : une ampleur digne de Von Vogt, des voyages dans le temps, une sorte de messianisme progressiste qui donne aux aventures un sens épique indéniable. Amis, dans l'essai précité, reprochait à Simak une tendresse un peu trop américaine, un peu ridicule, pour les paradis agricoles, et cette tendance se trouve certes ici. Mais c'est quand même un très grand livre.

... Dans la collection « Présence du Futur » (Denoël), il faut mentionner « Les sirènes de Titan », de Kurt Vonnegut. Cet ouvrage assez délirant, qui fait fi de toute logique stricte, se préoccupe avant tout d'entasser le maximum de péripéties ahurissantes. L'auteur, faute de mesure ou de logique, a de la verve et de l'imagination, et si l'on se laisse entraîner sans trop chercher la rigueur, on ne s'ennuie pas, et il n'est même pas impossible de se passionner. Mais ce genre de livres est à déconseiller aux « débutants » dans la S.F.

P.-I. Thirard.

## Télévision

### UNE ERREUR

Jean Barois, de R.-M. du Gard : l'erreur de Pierre Cardinal a été, en définitive, de vouloir ramener à quelque soixante minutes d'écran cette œuvre magistrale. Cela l'a amené à découper, à choisir, à simplifier, à suggérer. C'est dommage. Avoir amputé ce qui nous fut montré de son contexte, de son atmosphère constitue à nos yeux une faute. L'évolution de Jean Barois ne se comprend pas si elle n'est pas restituée dans une époque qui a vu s'écrouler certaines valeurs nouvelles et qui préfigurait le reniement de 1914.

Cela dit, l'émission restait passionnante. Elle aura sûrement fait découvrir cette œuvre à des milliers de téléspectateurs, elle aura éveillé leur curiosité qui les conduira sans doute à lire le livre. En définitive, n'est-ce pas l'essentiel ?

## Théâtre

### EVE ET LINE DE PIRANDELLO

**U**N homme abandonne Eve, sa femme : elle, pour survivre à cet amour exceptionnel, se mue en Line et expédie les affaires courantes du cœur avec un amant sage duquel elle obtient un fils. Le premier mari réapparaît ; Eve chasse Line, et songe à partir. Un fils la retiendra. Eveline reste : prisonnière de ses contradictions.

Le thème que traite Pirandello avec « Eve et Line », celui du retour d'âge, appartient à la convention la plus éculée du théâtre bourgeois. Habituellement il est résolu par le cocuage (et nous avons une comédie du style de celles de J. de Létraz) par le renoncement moral (le sacrifice : c'est un peu du Bernstein). Avec Pirandello maître de l'étude psychologique du comportement humain, la résolution du conflit est toujours plus ambiguë. Deux faces contradictoires de l'individu établissent un compromis provisoire mais il suffit qu'une de ses composantes évolue pour qu'aussitôt le fragile équilibre disparaisse. Disons plus ! Il n'existe pas, cet équilibre. L'homme vit toujours dans un inconfort moral. L'opposition de ces tendances crée des conflits permanents dont la personnalité s'accroît ou non. Dans le théâtre de Pirandello, les personnages s'en accommodent mal.

« Eve et Line » à cet égard est comme pièce moyenne un excellent sujet d'étude pour le spectateur : on n'y croit guère et pour cela on perçoit mieux la nature profonde de la démarche pirandellienne. Parce qu'elle place précisément tout au niveau psychologique, elle finit même par irriter. N'oublions surtout pas de dire qu'Edwige Feuillère joue les deux rôles (ou le même si l'on veut) avec une assurance bien connue. André Cellier, Olivier Hussenot, Guy Tréjean, Jacques Perrin la servent au mieux. Une soirée intéressante.

E. C.

Aux Bouffes-Parisiens.

Signalons la reprise au théâtre Hébertot de l'intéressant récital Roger Coggio dans le « Le journal d'un fou » de Nicolas Gogol. Gogol n'est pas trahi, il s'en faut.